

REPUBLIQUE DU SENEGAL

CONVENTION MINIERE

POUR OR ET SUBSTANCES CONNEXES PASSEE EN
APPLICATION DE LA *LOI 2003-36 DU 24 /11/ 2003 PORTANT CODE*
MINIER

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

ET

LA SOCIETE AFRIGEM SL

PERIMETRE DE LINGOKOTO

ENTRE

Le Gouvernement de la République du Sénégal ci-après dénommé l'Etat représenté par :

Mr Abdoulaye BALDE, Ministre chargé des mines

D'UNE PART

ET

La Société AFRIGEM SL ci-après dénommée AFRIGEM représentée par Monsieur Hendrik Petrus WESSELS, son Directeur Général dûment autorisé ;

D'AUTRE PART

A handwritten signature in black ink, appearing to be the initials 'H.P.' or similar, located in the bottom right corner of the page.

après avoir exposé que :

1. La société AFRIGEM ayant son siège à Las Palmas. a déclaré posséder les capacités techniques et financières nécessaires pour procéder à des travaux de recherche et d'exploitation d'or et substances connexes ;
2. L'Etat étant en possession des droits miniers sur le territoire national, souhaite sur une partie de ce territoire dénommée périmètre de Lingokoto situé dans la région de Kédougou, procéder à des opérations de recherches intensives et, en cas de découverte d'un gisement économiquement rentable, passer à son développement et à son exploitation.;
3. Les objectifs de AFRIGEM sont conformes à la politique minière de l'Etat du Sénégal qui tend à promouvoir la recherche et l'exploitation des réserves minières du pays ;
4. Vu le règlement n° 18/2003/ CM/UEMOA du 22 décembre 2003 portant adoption du Code minier communautaire de l'UEMOA ;
5. Vu la loi n°2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier ;
6. Vu le décret n° 2004-647 du 17 mai 2004 fixant les modalités d'application de la loi portant Code minier ;

Il est convenu et arrêté entre les parties ce qui suit :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONVENTION

- 1.1** Conformément au Code minier, l'objet de cette Convention est de régler de façon contractuelle, les rapports entre l'Etat, d'une part, et la Société AFRIGEM, d'autre part, pendant toute la durée des opérations minières. Elle couvre les périodes de recherches et d'exploitation.

La Convention définit les conditions générales, juridiques, financières, fiscales, économiques, administratives et sociales particulières dans lesquelles la Société (ou ses Sociétés Affiliées ou successeurs) exercera les activités minières pour la recherche et l'exploitation éventuelle de l'or et des substances connexes à l'intérieur du périmètre du permis tel que défini à l'article 3 ci-dessous et l'annexe A de la Convention.

La Convention détermine également les garanties et obligations essentielles concernant, le cas échéant, la phase d'exploitation en cas de décision de passage à celle-ci .

- 1.2** La phase de recherche comprend notamment une analyse sommaire de l'état initial du site de recherche et de son environnement physique et humain, des travaux géologiques, géophysiques, géochimiques, miniers, des analyses chimiques, des tests métallurgiques

et éventuellement une Etude de Faisabilité, ainsi que la formulation d'un programme de développement et d'exploitation de tout Gisement économiquement rentable mis en évidence.

- 1.3** La phase d'exploitation consiste en la mise en valeur et l'exploitation d'un Gisement en association avec **l'Etat**, conformément aux dispositions de la présente convention, à condition que les résultats de l'étude de faisabilité soient positifs et qu'ils démontrent que l'exploitation des minéralisations identifiées est économiquement rentable.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PROJET DE RECHERCHE.

Le projet de recherche ou d'exploitation est décrit dans le programme de travaux annexé à la présente convention (annexe B).

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

3.1 Dans le cadre de la présente convention et ses annexes, les termes et mots ci-après signifient :

3.2 ANNEXE : Tout document annexé à la présente convention et portant des dispositions particulières prévues par la convention. Leur valeur et portée juridiques sont identiques à celles des autres dispositions de la Convention.

3.3 Sont considérés comme annexes à la présente convention et en constituant une partie intégrante, les documents ci-après :

ANNEXE A : Les limites du permis de recherche ;

ANNEXE B : Programme de travaux de recherche ;

ANNEXE C : Programme de dépenses sur la zone du permis de recherche

ANNEXE D : Modèle d'une étude de faisabilité ;

ANNEXE E : Pouvoirs du signataire.

3.4 Administration des Mines : Le (s) service (s) de l'Etat, compris dans l'organisation du Ministère chargé des Mines pour la mise en œuvre de la politique minière, notamment le suivi et le contrôle des opérations minières.

3.5 Budget : L'estimation détaillée du coût des opérations minières prévues dans le programme annuel de travaux.

3.6 Code minier : La loi n°2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier de la République du Sénégal.

3.7 Concession : La zone d'exploitation minière pour un ou plusieurs gisements d'or et de substances connexes commercialement exploitables, accordée par l'Etat à AFRIGEM

3.8 Convention : La présente Convention et ses annexes ainsi que toutes les dispositions modificatives qui leur sont apportées par avenant par les Parties d'un commun accord selon les dispositions de l'article 34 de la présente Convention.

3.9 Date de première production : Date à laquelle une mine atteint une période continue de production notifiée au Ministre chargé des Mines ou de la date de première exploitation à des fins commerciales ;

3.10 Directeur : Le Directeur des Mines et de la Géologie ou son représentant dûment désigné ;

3.11. DMG : La Direction des Mines et de la Géologie ;

3.12 Etat : République du Sénégal.

3.13 Etude de faisabilité : Une étude relative à la mise en valeur d'un gisement ou de toute partie d'un gisement afin de l'exploiter et de le mettre en production en décrivant la mise en valeur proposée, les techniques à utiliser, le rythme de production, les calendriers et le coût estimatif relatif à la construction de la mine et des installations et à la conduite des opérations de développement et d'exploitation avec parfois des modifications proposées par l'Opérateur sous la direction et le contrôle du Conseil d'Administration de la société d'Exploitation.

3.14 Etude d'impact sur l'environnement : Une étude qui est destinée à exposer systématiquement les conséquences négatives ou positives d'un projet, d'un programme ou d'une activité, à court, moyen et long terme, sur les milieux naturel et humain.

3.15 Exploitation minière : L'ensemble des travaux préparatoire, d'extraction, de transport, d'analyse et de traitement, effectués sur un gisement donné, pour transformer les substances minérales en produits commercialisables et / ou utilisables.

3.16 Filiale désignée : société affiliée qui est une des parties dans la société d'exploitation ;

3.17 Fournisseur : Toute personne physique ou morale qui se limite à livrer des biens et services au titulaire d'un titre minier sans accomplir un acte de production ou de prestation de services se rattachant aux activités principales du titulaire du titre minier.

3.18 Gisement : Tout gîte naturel de substances minérales exploitables dans les conditions économiques du moment ;

3.19 Gîte : Toute concentration naturelle de minéraux dans une zone déterminée de la lithosphère ;

3.20 Haldes : Matériaux constituants les stériles du minerais pouvant être destinés à d'autres utilisations valorisant ces ressources ;

3.21 Immeubles : Outre les bâtiments, sont considérés comme immeubles, les machines, les équipements et les matériels fixes utilisés pour l'exploitation des gisements ou pour le stockage ou le transport de produits bruts ;

3.22 Liste minière : L'ensemble des biens d'équipement conformément à la nomenclature du Tarif Extérieur commun au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

(UEMOA), objet du traité de l'UEMOA, normalement utilisés dans les activités minières et pour lesquels les droits et taxes à l'importation sont suspendus ou modérés.

3.23 Législation minière : Elle est constituée par la loi n°2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier de la République du Sénégal et les décrets pris pour son application notamment le décret n° 2004 – 647 du 17 mai 2004 et toutes les dispositions législatives et réglementaires susceptibles de s'appliquer aux activités minières.

3.24 Mines :

- a) tous puits, fosses, mines à ciel ouvert, galeries, sous souterraines, ouvrages superficiels ou souterrains, réalisés ou construits, après l'octroi d'un permis d'exploitation ou de concession minière à une société d'exploitation et à minerai est enlevé ou extrait par tous procédés, en quantités supérieures à celles nécessaires pour l'échantillonnage, les analyses ou l'évaluation ;
- b) toutes installations pour le traitement, la transformation, le stockage et le transport du minerai et des roches stériles, y compris les résidus ;
- c) outillages, équipements, machines, bâtiments, installations et améliorations pour l'exploitation, le traitement, la manutention et le transport du minerai et des roches stériles et des matériels ;
- d) habitations, bureaux, routes, pistes d'atterrissage, lignes électriques, installations de production d'électricité, installations d'évaporation, de séchage et de réfrigération, canalisations, réserves d'eau, chemins de fer et autres infrastructures.

3.25 Ministre : Le Ministre chargé des mines ou son représentant dûment désigné.

3.26 Minerai : Masse rocheuse recelant une concentration de minéraux d'or et substances minérales connexes suffisante pour justifier une exploitation.

3.27 Métaux ferreux et métaux non ferreux, non précieux : Regroupent les métaux de base, notamment le plomb, le zinc, le cuivre, le fer, l'aluminium, le chrome.

3.28 Métaux précieux : L'or, l'argent, ainsi que le platine et les platinoïdes, notamment l'iridium, l'osmium, le palladium, le rhodium et le ruthénium, à l'état brut ainsi que tout concentré, résidu ou amalgame qui contient de tels métaux.

3.29 Meubles : Outre les actions et les intérêts dans une société ou une entreprise, sont considérés meubles, les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers.

3.30 Opération minière : Toute activité de prospection, de recherche, d'évaluation de développement, d'exploitation de traitement ou de transport, de substances connexes.

3.31 Parties : soit l'Etat, soit la société AFRIGEM selon le contexte. En phase d'exploitation, Parties et Partie comprendrons également la où les sociétés d'Exploitation.

3.32 Partie : Soit Etat, soit la société AFRIGEM selon le contexte.

3.33 Périmètre du permis : La zone décrite à l'annexe A de la présente Convention.

3.34 Permis de recherche : Le droit exclusif de rechercher de l'or et des substances connexes délivré par le Ministère chargé des Mines par arrêté à la société AFRIGEM dans la zone de Lingokoto et dont le périmètre initial est défini dans l'annexe « A » de la présente Convention.

3.35 Permis d'exploitation : Un titre minier délivré par l'autorité compétente selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

3.36 Programme de travaux et de dépenses : Signifie une description détaillée des travaux et des coûts de recherche à entreprendre par AFRIGEM telle que définie à l'annexe B de la présente Convention.

3.37 Produits : Tout minerai d'or et substances connexes exploités commercialement dans le cadre de la présente Convention.

3.38 Pierres précieuses : Le diamant, le rubis, le saphir, le béryl, l'émeraude, l'aigue-marine notamment.

3.39 Pierres semi-précieuses : Toutes pierres pouvant être utilisées en joaillerie autres que les pierres précieuses notamment, les opales précieuses, le zircon, les grenats, les topazes et les jades.

3.40 Redevance minière : Redevance proportionnelle due sur la production des substances minérales extraites.

3.41 Société d'exploitation : Personne morale de droit sénégalais créée en vue de l'exploitation d'un gisement situé à l'intérieur du Périmètre du Permis de Recherche.

3.42 Sous-traitant : Toute personne physique ou morale exécutant un travail qui s'inscrit dans le cadre des activités principales du titulaire du titre minier. Il s'agit notamment :

- des travaux de géologie, de géophysique, de géochimie et de sondage pour la prospection, la recherche et l'exploitation ;
- de la construction des infrastructures industrielles, administratives et socioculturelles (voies, usines, bureaux, cités minières, supermarchés, économats, établissements socioculturels, sanitaires et scolaires, de loisirs et d'approvisionnement en eau et électricité) ;
- des travaux d'extraction minière, de transport et de stockage des matériaux et de traitement de minerais ;

3.43 Substances minérales : Toute substance naturelle amorphe ou cristalline, solide, liquide ou gazeuse provenant du sous-sol ou du sol qui, sans traitement ou après traitement, est utilisable comme matière première de l'industrie ou de l'artisanat, comme matériau de construction ou d'empierrement ou de viabilité, comme amendement des terres ou comme source d'énergie.

3.44 Terril ou terri : Amoncellement, tas ou emplacement destiné à recevoir les stériles extraits de la mine ou de la carrière ou des installations de traitement, ainsi que les matériaux rocheux ou terreux provenant des morts-terrains.

3.45 Titre minier : Autorisation, permis ou concession ayant trait à la prospection, à la recherche et à l'exploitation de substances minérales et conférant des droits immobiliers.

3.46 Valeur carreau mine : La différence entre le prix de vente et le total des frais supportés par la substance minérale entre le carreau de la mine et le point de livraison.

3.47 Valeur marchande : Prix des produits vendus sur le marché ou calculé en référence au cours marchand en vigueur au moment de la transaction sans aucune déduction de frais.

TITRE II : PHASE DE RECHERCHE MINIERE

ARTICLE 4 : DELIVRANCE DU PERMIS DE RECHERCHE

4.1 L'Etat s'engage à octroyer à AFRIGEM un permis exclusif de recherche d'or et de substances connexes valables pour le périmètre dont les limites et la superficie sont spécifiées à l'annexe « A » de la présente Convention.

4.2 Le permis de recherche est attribué pour une durée de trois (03) ans par arrêté du Ministre chargé des mines à compter de la date de sa signature. Il est renouvelable pour des périodes consécutives n'excédant pas trois (03) ans chacune, à condition que AFRIGEM ait satisfait à ses engagements de travaux et de dépenses.

4.3 Le permis de recherche confère à AFRIGEM dans les limites de son périmètre en surface et indéfiniment en profondeur, le droit exclusif de prospection et de recherche pour les substances minérales accordées et, en cas de découverte d'un gisement un permis d'exploitation ou une concession minière d'un gisement commercialement exploitable à l'intérieur du périmètre de recherche.

4.4 Au cas où une demande de renouvellement, de prorogation ou de transformation du permis de recherche est sollicitée conformément aux dispositions du Code minier, la validité dudit permis est prorogée, de plein droit, tant qu'il n'a pas été statué sur ladite demande. Toutefois, cette prorogation ne s'applique qu'à la partie du périmètre du permis de recherche visée dans la demande.

En cas de non passage à un permis d'exploitation, les terrains couverts par le permis de recherche sont libérés de tous droits en résultant.

Le titulaire du permis de recherche peut solliciter auprès du Ministre chargé des mines, dans le cadre d'un gisement dont le caractère non commercial est approuvé et reconnu par l'Etat, l'octroi d'une période de rétention qui ne peut excéder deux (02) ans. A l'issue de la période de rétention de en cas de non-exploitation, le titulaire du permis de recherche perd tous ses droits y afférents.

4.5 Le permis ne peut être retiré que pour juste motif par arrêté du Ministre et après mise en demeure non suivi d'effet, dans un délai de 2 mois après sa réception par AFRIGEM, et dans les conditions fixées à l'article 22 du Code minier.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ATTACHEES AU PERMIS DE RECHERCHE

5.1 .Avant la délivrance du permis de recherche, AFRIGEM devra accomplir toutes les formalités exigées par le Code minier et ses textes d'application.

5.2. Le titulaire d'un permis de recherche est soumis notamment aux obligations suivantes :

- déclarer préalablement au Ministre chargé des mines toute décision de démarrage ou de fermeture de travaux de recherche ;
- exécuter, pendant la période initiale et le cas échéant pendant chaque période de renouvellement et de prorogation du permis de recherche, le programme annuel de travaux de recherche approuvé par le Ministre chargé des mines ;
- dépenser pour le programme des travaux conformément à son engagement ;
- régulièrement
- informer régulièrement l'Administration des mines des travaux effectués et des résultats obtenus et notifier au Ministre chargé des mines toutes découvertes de gisements de substances minérales ;
- effectuer dans les meilleurs délais en cas de découverte permettant de présumer de l'existence d'un gisement exploitable, les travaux d'évaluation et établir, en cas de besoin, sous sa propre responsabilité, le caractère commercial ou non commercial de ladite découverte ;
- solliciter l'octroi d'un permis d'exploitation ou d'un permis minière tel que l'existence d'un gisement commercialement exploitable est établi ;
- soumettre à l'approbation du Ministre chargé des mines tout contrats, accords, conventions, protocoles ou tout autre document par lequel il promet de confier, de céder, de transmettre, partiellement ou totalement, les droits et obligations résultant du permis de recherche.

ARTICLE 6 : LES ENGAGEMENTS D'AFRIGEM PENDANT LA PHASE DE RECHERCHE

6.1 Pendant la période de validité du permis de recherche, AFRIGEM réalisera le programme de travaux et dépenses définis respectivement aux annexes B et C de la présente Convention.

AFRIGEM reste seule responsable de la définition de l'exécution et du financement dudit programme.

6.2 Toute modification importante du programme de travaux de recherches et des dépenses prévus à l'annexe B et à l'annexe C requiert une justification de la part de AFRIGEM et l'approbation du Ministère chargé des mines, laquelle ne saurait être refusée sans motif valable.

6.3 Le programme de travaux de recherche ainsi que toute modification conformément à l'article 6.2 ci-dessus et l'article 6.8 ci-après sera réalisé selon un programme annuel des travaux détaillé et un budget annuel de dépenses élaborés par AFRIGEM et approuvé par le Ministre chargé des mines.

6.4 Le programme d'exécution annuel des travaux ainsi que le budget annuel des dépenses seront soumis au Ministre chargé des Mines pour approbation, laquelle ne sera refusée sans motif valable.

6.5 AFRIGEM aura le droit d'arrêter les travaux de recherche dans n'importe quelle zone du périmètre avant l'expiration du permis de recherche si, à son avis, et au vu des résultats obtenus, la continuation des travaux ne lui paraît pas justifiée sous réserve d'un préavis d'un mois adressé au Ministre..

6.6 En cas d'arrêt définitif par AFRIGEM des travaux de recherches dans le périmètre du permis de recherche et après l'avoir notifié par écrit au Ministre chargé des mines, les dispositions de la présente Convention se rapportant au permis de recherche deviennent caduques à condition que AFRIGEM ait respecté ses obligations conformément à l'article 21 du code minier et à ses engagements. Relativement à ce permis de recherche AFRIGEM remettra à l'Etat un rapport final ainsi que tout autre document conformément à l'article 116 du décret d'application du code minier..

6.7 Au cas où AFRIGEM serait d'avis sur la base de données recueillies pendant les travaux de recherche et exposées dans les rapports techniques communiqués au Ministre chargé des mines, qu'il existe une minéralisation satisfaisante, AFRIGEM s'engage à effectuer à ses frais et sous sa responsabilité une étude de faisabilité conforme aux normes de l'industrie minière et des institutions financières.

6.8 Toute découverte d'un gisement dont le caractère commercial est attesté par une étude de faisabilité, donne à AFRIGEM un droit exclusif, en cas de demande avant expiration du permis de recherche, à l'octroi d'un permis d'exploitation ou d'une concession minière portant sur le périmètre de ladite découverte. Dans ce cas, AFRIGEM est réputée avoir satisfait à toutes ses obligations de travaux et de dépenses visés à l'article 6.20 de la présente convention, conformément à l'article 19 du code minier.

6.9 Si AFRIGEM décide, suite à une recommandation dans la dite étude de faisabilité de ne pas procéder à l'exploitation de la minéralisation pour des raisons autres que celles exprimées à l'article 4.4 de la présente convention, l'Etat pourra librement, seul ou en association, décider d'exploiter librement cette minéralisation.

6.10 Si, au cours des travaux de recherche dans le périmètre du permis de recherche AFRIGEM découvrirait des indices de substances minérales autres que celles octroyés, elle doit en informer sans délai le Ministre chargé des mines. Cette information fera l'objet d'un rapport exposant toutes les informations liées à ces indices.

6.11 Au cas où AFRIGEM désire obtenir un titre de recherche pour lesdites substances minérales, les parties entrent en négociation pour définir les termes et les conditions nécessaires pour l'octroi du permis de recherche et éventuellement l'exploitation de ces substances.

6.12. La société AFRIGEM fournira à ses frais les rapports prévus par la réglementation minière.

6.13 AFRIGEM accepte de faire effectuer au Sénégal, dans les limites du possible les analyses des échantillons prélevés, à condition que les installations, le fonctionnement et les prestations des laboratoires locaux (Groupe des Laboratoires de la DMG) soient satisfaisants et compétitifs. Dans le cas contraire, la société.....sera autorisée, sur justificatifs valables, à effectuer des analyses en dehors du Sénégal. Les résultats des analyses seront communiqués à la DMG.

6.14 Dans les trois (03) mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, AFRIGEM est tenue d'ouvrir un bureau à Dakar pour la durée des travaux de recherche.

6.15 AFRIGEM désignera un représentant au Sénégal muni de pouvoirs suffisants pour décider de toute question relative aux travaux de recherche.

6.16 Dans le mois qui suit l'octroi du permis de recherche AFRIGEM fournira au Ministre chargé des mines une attestation certifiant l'ouverture d'un compte bancaire au Sénégal pour les transactions nécessaires à la réalisation de ses opérations minières.

6.17 La Direction des Mines et de la Géologie sera représentée aux travaux d'exécution prévus dans les programmes annuels de recherche de AFRIGEM Elle assurera un travail de suivi et de contrôle des activités du terrain, à la charge AFRIGEM.

AFRIGEM reste seule responsable techniquement et financièrement de l'orientation de la conduite et de la gestion du programme de travaux de recherche agréés.

6.18 Les travaux de recherche seront exécutés par AFRIGEM qui embauchera librement le personnel nécessaire à leur réalisation, sous réserve des dispositions de l'article 33.4 ci-après de la présente Convention.

6.19 L'utilisation de sous-traitants dans l'exécution du projet sera soumise à l'approbation préalable du Ministre chargé des mines qui ne pourra être refusée sans motif valable. Dans le cadre de la réalisation des programmes de travaux, les sous-traitants d'AFRIGEM seront sous la responsabilité de AFRIGEM

Dépenses de recherche

6.20 Sous réserve de l'article 6.6 ci-dessus, AFRIGEM s'engage à dépenser pendant la première période de validité du permis de recherche un montant minimal prévu à l'annexe C pour les travaux de recherche prévus dans l'annexe B dans le périmètre octroyé.

6.21 Dans le calcul de dépenses visées à l'article 6.20 seront pris en considération :

- Les traitements, les salaires et les frais divers relatifs aux personnels effectivement engagés aux travaux de recherche au Sénégal ;
- l'amortissement du matériel effectivement utilisé dans le cadre des travaux de recherche pour la période correspondant à leur utilisation ;
- les dépenses engagées au Sénégal dans le cadre de travaux de recherche proprement dits sur le périmètre du permis de recherche, y compris les frais encourus à l'étranger relatifs à l'établissement de programmes de travaux, essais, analyses, études, formation ;
- les frais relatifs aux sous-traitants dûment approuvés par le Ministre ;
- les frais généraux de AFRIGEM. Encourus au Sénégal dans le cadre de l'exécution du programme de travaux de recherche agréés ;
- les frais de siège d'AFRIGEM encourus dans le cadre de l'exécution du programme de travaux de recherche agréés et dans la limite du taux fixé par le Code général des impôts ;
- les dotations au titre des contributions sur la base d'un protocole d'accord qui sera conclu avec le Ministre chargé des mines, à la formation et au perfectionnement des sénégalais chargés du secteur.

6.22 En vue de la vérification de ces dépenses, AFRIGEM doit tenir une comptabilité régulière des dépenses engagées au titre des opérations minières de façon à permettre une discrimination des dépenses de recherche de celles d'administration.

6.23 Le montant total des investissements de recherche que AFRIGEM aura engagé au jour de la constitution d'une société d'exploitation pour l'exploitation de tout ou partie du périmètre du permis de recherche sera actualisé à cette dernière date conformément aux dispositions fiscales en la matière et avec l'accord du Ministre chargé des Finances.

ARTICLE 7 : MESURES SOCIALES

7.1 AFRIGEM favorisera la création et l'offre d'emplois en direction des communautés locales afin de donner au projet un impact social positif.

7.2 AFRIGEM s'efforcera également à favoriser le transfert de connaissance et de technologie au profit du personnel sénégalais affecté aux opérations minières, par la mise en œuvre de programmes de formation adapté.

7.3 AFRIGEM, en concertation avec les autorités et élus locaux s'attachera à développer, dans la mesure du possible, d'autres opportunités d'amélioration de l'environnement social des populations vivant dans la zone du périmètre de recherche.

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS EN MATIERE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

8.1 AFRIGEM s'engage à :

- a) préserver pendant toute la durée de la Convention, l'environnement et les infrastructures publiques affectés à leur usage ;
- b) remettre les infrastructures ayant subis un dommage en état normal d'utilisation aux normes généralement acceptées dans l'industrie minière ;
- c) réhabiliter et restaurer l'environnement, suite aux dommages causés ;
- d) se conformer en tout point à la législation en vigueur relative aux matières dangereuses et notamment la Convention de Bâle relative aux déchets toxiques.

8.2 AFRIGEM s'engage au fur et à mesure de l'évolution des travaux de recherche et d'exploitation à réhabiliter les terrains exploités.

ARTICLE 9 :

9.1 Pendant la durée de la phase de recherche, aucune modification unilatérale ne pourra être apportée aux règles d'assiette, de perception et de tarification, AFRIGEM ne pourra être assujettie aux impôts, taxes, redevances, prélèvements, droits, contributions et toutes autres charges dont la création interviendrait après la signature de la présente Convention.

9.2 Dans le cadre de la réalisation des programmes de travaux, les sous-traitants de AFRIGEM ayant obtenu l'approbation du Ministre chargé des mines conformément à l'article 6.20 de la présente Convention, pourront bénéficier de l'exonération des droits et taxes de douanes pour les réalisations de leurs prestations.

9.3 Tout sous-traitant qui fournira à la société AFRIGEM des prestations de services pour une durée de plus d'un (01) an est tenu de créer une société conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : EXONERATIONS FISCALES

Le titulaire de permis de recherche de substances minérales bénéficie dans le cadre de ses opérations de recherche pendant toute la durée de sa validité et de ses renouvellements éventuels, d'un régime d'exonération totale d'impôts, et de taxes de toute nature.

ARTICLE 11 : EXONERATIONS DOUANIERES

11.1 « AFRIGEM est exonéré de tous droits et taxes de douanes à l'importation, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et le prélèvement du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC).

Toutefois, elle s'acquittera de la redevance statistique (RS) et des prélèvements communautaires de l'UEMOA (PCS) et de la CEDEAO (PCC) sauf lorsque l'exonération desdits prélèvements est expressément prévue dans le cadre d'un accord de financement extérieur.

Cette exonération porte sur :

- les matériels, matériaux, fournitures, machines, engins et équipements, véhicules utilitaires inclus dans le programme agréé, ainsi que les pièces de rechange et les produits et matières consommables ni produits, ni fabriqués au Sénégal, destinés de manière spécifique et définitivement aux opérations de recherche minière et dont l'importation est indispensable à la réalisation du programme de recherche ;
- les carburants et lubrifiants alimentant les installations fixes, matériels de forage, machines et autres équipements destinés aux opérations de recherche sur le permis octroyé ;
- les produits pétroliers servant à produire de l'énergie utilisée dans la réalisation du programme de recherche ;
- les parties et pièces détachées destinées aux machines et équipements reconnus destinés de façon spécifique à la réalisation du programme de recherche agréé ».

11.2 « Les sociétés sous-traitantes ayant reçu l'approbation du Ministre chargé des mines, bénéficient de l'exonération des droits et taxes de douane pour la réalisation de leurs prestations, des mêmes avantages douaniers que la société AFRIGEM ;

Toutefois, les véhicules utilitaires et de tourisme, les matériels de manutention et tous matériels éligibles au régime de l'admission temporaire spéciale ne seront pas exonérés ».

ARTICLE 12 : REGIME DE L'ADMISSION TEMPORAIRE

12.1 Sur simple présentation certifiée conforme d'un permis de recherche, les matériels, matériaux, fournitures, machines, équipements et véhicules utilitaires destinés directement aux opérations de recherche minière ainsi que les machines et véhicules de chantier pouvant être réexportés ou cédés après utilisation, bénéficient de l'admission temporaire spéciale (ATS).

12.2 En cas de mise à la consommation en suite d'admission temporaire spéciale (ATS), les droits et taxes exigibles sont ceux en vigueur à la date du dépôt de la déclaration en détail de mise à la consommation, applicable à la valeur vénale réelle des produits à cette même date.

12.3 Conformément aux dispositions du Code des douanes et aux textes pris pour son application, durant les six (06) mois suivant son établissement au Sénégal, le personnel étranger employé par le titulaire d'un titre minier, résidant au Sénégal, bénéficie, également, de la franchise de droit de taxes grevant l'importation de leurs objets et effets personnels dans les limites des besoins familiaux. Dans tous les cas, un seul véhicule automobile peut être importé dans ce cadre de famille.

12.4 Pour le bénéfice de la franchise des droits et taxes visé aux articles précédents, les bénéficiaires devront déposer une attestation administrative visée par le Ministre.

12.5 Les bénéficiaires des régimes douaniers définis ci-dessus sont soumis à toutes les mesures de contrôle et de surveillance édictées par l'administration des douanes conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : STABILISATION DES REGIMES FISCAUX ET DOUANIERS

Tout titulaire de titre minier de recherche ou d'exploitation bénéficie des conditions suivantes :

- la stabilisation du régime fiscal et douanier durant toute la période de validité de leurs titres miniers. Cette stabilisation est effective à compter de la date de notification d'octroi du titre minier. A ce titre le régime fiscal et douanier attaché à l'octroi d'un permis de recherche ne peut être remis en question au moment de l'octroi du permis d'exploitation. Toutefois, le titulaire d'un permis de recherche peut négocier avec l'Etat avant l'octroi du titre minier d'exploitation, le régime fiscal et douanier afin de l'adapter aux conditions au moment de l'exploitation ;
- pendant toute la période de validité d'une convention minière, les modifications apportées aux règles d'assiette, de perception et de tarification des impôts, taxes et redevances susvisés sont inopposables au titulaire du titre minier sauf à la demande du titulaire du titre minier adressée au Ministre chargé des Mines à condition qu'il adopte les nouvelles dispositions dans leur totalité.

ARTICLE 14 : REGLEMENTATION DES CHANGES

14.1 Les titulaires de titres miniers accordés en vertu des dispositions du Code minier, sont soumis à la réglementation des changes en vigueur sur le territoire de la République du Sénégal.

A ce titre, et sous réserve du respect des obligations qui leur incombent, notamment en matière de réglementation des changes, ils peuvent :

- encaisser au Sénégal tous fonds acquis ou empruntés à l'étranger, y compris les recettes des ventes de leur quote part de production
- transférer à l'étranger les dividendes et produits des capitaux investis ainsi que le produit de la liquidation ou de la réalisation de leurs avoirs ;
- transférer à l'étranger les fonds destinés au remboursement des dettes contractées à l'extérieur en capital et intérêts ; au paiement des fournisseurs étrangers de biens et services nécessaires à la conduite des opérations minières ;
- importer tous les fonds acquis ou empruntés à l'étranger nécessaires à l'exécution des opérations minières.

14.2 Il est garanti au personnel étranger résidant au Sénégal, employé par tout titulaire de titre minier, la libre conversion et le libre transfert de tout ou partie des ses économies sur salaire, sous réserve de l'acquittement des impôts et cotisations diverses, conformément à la réglementation des changes.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DE COMPTE BANCAIRE EN DEVISES

Conformément aux dispositions de la réglementation des changes en vigueur, la société AFRIGEM peut être autorisée à ouvrir au Sénégal un compte étranger en devises pour les transactions nécessaires à la réalisation des opérations minières.

ARTICLE 16 : LIBRE IMPORTATION ET LIBRE EXPORTATION

16.1 Sous réserve de la réglementation des changes et des dispositions du Code minier, le titulaire d'un titre minier peut librement :

- importer, sans règlement financier, le matériel destiné aux opérations minières ;
- importer au Sénégal les biens et services nécessaires à ses activités ;
- exporter les substances minérales extraites, leurs concentrés, dérivés primaires et tout autre dérivé après avoir effectué toutes les formalités légales et réglementaires d'exportation de ces substances.

16.2 Dans le cadre de la réalisation du programme de travaux de recherche agréé, AFRIGEM sera libre de transférer sous réserve de l'article 6.13 hors du Sénégal tout échantillon y compris des échantillons volumineux destinés aux tests métallurgiques.

TITRE III : PHASE D'EXPLOITATION

ARTICLE 17 : DELIVRANCE DE TITRE MINIER D'EXPLOITATION

17.1 Toute découverte d'un gisement par AFRIGEM lui confère, en cas de demande avant expiration du permis de recherche, le droit exclusif à l'octroi d'un permis d'exploitation ou d'une concession minière portant sur le périmètre du gisement. Cependant, bien que l'octroi de la concession minière ou du permis d'exploitation entraîne l'annulation du permis de recherche à l'intérieur du périmètre pour lequel la concession ou le permis d'exploitation a été octroyé (e),

il subsiste jusqu'à son expiration dans les autres zones non couvertes par la concession minière ou le permis d'exploitation.

17.2 La présente Convention traite le cas d'un titre d'exploitation issu éventuellement d'un permis de recherche.

17.3 Le permis d'exploitation est accordé par décret, pour une période n'excédant pas cinq (05) ans renouvelable.

17.4 La concession minière est accordée pour une période minimum de cinq (05) ans et n'excédant pas vingt cinq (25) ans renouvelable. Ce décret vaut déclaration d'utilité publique pour l'exécution des travaux entrant dans le cadre de la concession minière.

17.5 La concession minière est attribuée conformément aux dispositions réglementaires, pour des gisements attestés par l'importance des réserves prouvées mises en évidence dans une étude de faisabilité et dont le développement et l'exploitation nécessitent de gros investissements.

17.6 Les conditions de délivrance d'un titre minier d'exploitation sont précisées dans le décret d'application du présent Code.

17.7 L'Etat s'engage à accorder un titre minier d'exploitation à AFRIGEM dans les meilleurs délais dès réception de la demande de titre minier d'exploitation faite par AFRIGEM.

17.8 Le permis d'exploitation ou la concession minière confère à AFRIGEM dans les limites de son périmètre et indéfiniment en profondeur, le droit d'exploitation et de libre disposition des substances minérales définies à l'article 1 de la présente Convention.

ARTICLE 18 : SOCIETE D'EXPLOITATION

18.1 La filiale désignée de AFRIGEM et l'Etat créeront conformément à la législation en vigueur en la matière en République du Sénégal une société d'exploitation de droit sénégalais.

18.2 Par dérogation à l'article 18.1 ci-dessus, il est précisé que l'exploitation d'un nouveau gisement dans le périmètre du permis de recherche octroyé pourrait, avec l'accord des parties, se faire dans le cadre d'une société d'exploitation existante et selon des conditions définies par négociations.

18.3 Dès la constitution de la société d'exploitation celle-ci se substituera à AFRIGEM en ce qui concerne les garanties, droits et obligations résultant de la présente Convention.

ARTICLE 19 : OBJET DE LA SOCIETE D'EXPLOITATION

19.1 L'objet de la société d'exploitation sera la mise en valeur et l'exploitation, selon les règles de l'art, d'un ou plusieurs gisements de substances minérales à l'intérieur de la concession ou du permis d'exploitation octroyé selon le programme défini dans l'étude de faisabilité.

19.2 L'exploitation comprend notamment l'ensemble des travaux de préparation, d'extraction, de transport, de traitement, d'analyses, de transformation et de commercialisation des substances minérales pour lesquelles le permis d'exploitation ou la concession minière a été attribué (é).

19.3 La société d'exploitation pourra conformément à la réglementation en vigueur en la matière procéder à toutes les actions et transactions requises et utiles pour la mise en valeur et l'exploitation rationnelle du ou des gisements situés à l'intérieur du permis d'exploitation ou de la concession minière octroyé (e).

ARTICLE 20 : ORGANISATION DE LA SOCIETE D'EXPLOITATION

20.1 L'accord d'actionnaires conclu entre l'Etat et AFRIGEM ou le cas échéant la filiale désignée, fixera notamment les termes et les conditions de constitution et de gestion de la société d'exploitation. Tous les avantages, garanties et obligations relatifs au permis d'exploitation ou la concession minière fixés dans la présente Convention ne seront pas remis en cause dans l'accord d'actionnaires.

20.2 La société d'exploitation sera régie par les dispositions réglementaires en vigueur au Sénégal en la matière.

20.3 La société d'exploitation est dirigée par un Conseil d'Administration qui est responsable de la réalisation de l'objet social. Le Conseil d'Administration est composé d'une représentation des Parties en proportion de leurs participations au capital social de la société d'exploitation.

20.4 Dès l'octroi du titre minier d'exploitation, la société AFRIGEM titulaire du permis de recherche cédera immédiatement et à titre gratuit ledit titre minier d'exploitation à la société d'exploitation créée à cet effet.

20.5 Cependant, AFRIGEM restera titulaire du permis de recherche résiduel, conformément aux dispositions du Code minier, afin d'être à même de poursuivre le cas échéant les travaux de recherche sur le reste du périmètre et conformément aux dispositions de la présente Convention.

20.6 Dès l'octroi du permis d'exploitation ou de la concession minière, la société débutera les travaux de mise en valeur du gisement et de construction de la mine avec diligence et dans les règles de l'art.

ARTICLE 21 : PARTICIPATION DES PARTIES

21.1 Le capital social de la société d'exploitation est fixé d'un commun accord entre l'Etat et la **société** AFRIGEM Il sera constitué par des apports en numéraire et/ou des apports en nature.

21.2 La participation gratuite de l'Etat au capital social de la société d'exploitation est fixée à dix pour cent (10 %). Par conséquent, la filiale désignée s'engage à financer, en plus de sa participation au capital social de société d'exploitation, la participation gratuite de l'Etat.

21.3 L'Etat n'aura aucune obligation, en vertu de son pourcentage de participation gratuite au capital.

21.4 L'état a le droit en sus des 10% d'actions gratuites de se réserver pour lui ou le secteur privé national, une participation onéreuse au capital social de la société d'exploitation au maximum égale à vingt cinq pour cent (25%).

Il est garanti à AFRIGEM la possession de 65% au minimum au capital de la société d'exploitation.

21.5 En cas d'augmentation du capital de la société d'exploitation intervenant à n'importe quel moment de la vie de la mine, l'Etat se réservera, en sus des dix pour cent (10 %) d'actions nouvelles gratuites, le droit d'acquérir à titre onéreux, pour lui ou le secteur privé national vingt cinq pour cent (25%) d'actions nouvelles, de telle sorte que la part sociale ne puisse être modifiée du fait de l'augmentation du capital.

21.6 l'achat des actions de la société d'exploitation à acquérir selon la clause 21.4 ci-dessus, sera déterminé dans les conditions ci-après :

- a) L'évaluation de la valeur des actions doit être juste et acceptable pour AFRIGEM. Le prix d'achat de toute action sera basé sur une évaluation indépendante du capital du projet par un cabinet d'expertise comptable internationalement reconnu ou par une banque d'investissement avec une expérience appropriée dans l'évaluation des projets miniers. L'expert évaluateur indépendant sera désigné par la société AFRIGEM et soumis à l'agrément du ministre qui ne sera être refusé sans motif valable. Cet agrément doit intervenir dans un délai de 21 jours à partir de la saisine.
- b) Tout acheteur proposé aura 30 jours pour payer le prix des actions à compter de la date à laquelle la société fournira à l'acheteur le rapport final de l'évaluation indépendante et approuvé par l'Etat.
- c) Simultanément et conditionnellement avec le paiement des actions et préalablement à l'octroi de ces actions, il sera demandé à l'acheteur de s'acquitter du montant proportionnel de sa participation au capital nécessaire au développement du projet tel que déterminé par l'offre de financement bancaire.
- d) Les actions achetées dans ces conditions, de même que les autres actions de la société détenues par d'autres actionnaires, seront à tout moment disponibles pour la banque en vue de sécuriser les ressources financières nécessitant une garantie bancaire.
- e) En présence d'offres concurrentes en vue de l'acquisition des actions, AFRIGEM dispose d'une totale liberté de choix de son (ses) partenaire (s) conformément à l'article 68 du Code minier.

ARTICLE 22 : TRAITEMENT DES DEPENSES DE RECHERCHE

22.1 Les dépenses de recherche non utilisées comme apport en nature dans la constitution du capital social de la société d'exploitation seront considérées comme des prêts d'actionnaires à ladite société. Ces dépenses ainsi que les frais administratifs relatifs à la constitution éventuelle de la société d'exploitation constituent pour les Parties une créance sur la société d'exploitation.

22.2 Les Parties conviennent que ces créances visées ci-dessus feront l'objet d'une inscription au crédit du compte courant de chacune des Parties ouvert dans les écritures de la société d'exploitation. Les intérêts rémunérant ces créances sur compte courant seront traités conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

22.3 Sous réserve de l'article 22.1, la distribution du cash flow disponible à la fin de l'exercice financier se fera selon les modalités suivantes et dans l'ordre ci-après :

- a) rembourser des prêts et des dettes contractés par la société d'exploitation auprès des tiers ;
- b) remboursement des prêts apportés par les actionnaires dans le cadre de financement des opérations de recherche pour le montant réel affecté aux travaux de recherche ;
- c) paiement de dividendes aux actionnaires.

22.4 Les dividendes en contrepartie de la participation de l'Etat au capital social de la société d'exploitation sont payables dès que le Conseil d'Administration de la société d'exploitation décide de la distribution de dividendes à tous les actionnaires.

ARTICLE 23 : FINANCEMENT DES ACTIVITES DE LA SOCIETE D'EXPLOITATION

23.1 La société d'exploitation pourra rechercher librement les fonds nécessaires pour financer ses activités. L'Etat apportera à cet effet son assistance administrative.

23.2 Le financement de la construction et du développement de la mine ainsi que tout éventuel financement additionnel requis pendant la vie sociale de la société d'exploitation feront l'objet de fonds propres et/ou de prêts d'actionnaires ou de tierces Parties.

23.3 Les prêts d'actionnaires entrant dans le cadre du financement des activités de la société d'exploitation seront inscrits dans le compte courant actionnaires et rémunérés aux taux admis par la réglementation en vigueur ; ils sont remboursés conformément aux dispositions de l'article 22.3.

23.4 En cas de découverte AFRIGEM s'engage à investir annuellement pour le compte du développement social des collectivités locales de la zone du permis d'exploitation un montant qui sera défini avec l'Etat.

ARTICLE 24 – DROITS CONFERES PAR LE TITRE MINIER D'EXPLOITATION

La délivrance d'un titre minier d'exploitation confère au titulaire ayant satisfait à ses obligations les droits suivants :

- le droit exclusif d'exploitation et de libre disposition des substances minérales pour lesquelles le titre minier d'exploitation a été octroyé, dans les limites du périmètre attribué et indéfiniment en profondeur ;
- le droit au renouvellement de son titre, dans les mêmes formes, à la demande du titulaire, conformément aux dispositions du Code minier ;
- le droit à l'extension des droits et obligations attachés au titre minier d'exploitation aux autres substances liées à l'abattage ou au traitement des substances pour lesquelles ce titre minier d'exploitation a été octroyé. Toutefois, le titulaire est tenu de solliciter, dans un délai de six (06) mois, l'extension de son titre à ces substances ;

- un droit d'occupation d'une parcelle du domaine national et de libre disposition des substances minérales pour lesquelles il a été attribué, dans le cas du permis d'exploitation ;
- le droit à la transformation du permis d'exploitation en concession minière, en cas de découverte de réserves prouvées additionnelles importantes à l'intérieur du périmètre du permis d'exploitation ou à l'intérieur d'un autre périmètre contigu appartenant au titulaire du permis d'exploitation ;
- un droit réel immobilier distinct de la propriété du sol, enregistré comme tel et susceptible d'hypothèque. Le décret d'octroi du permis d'exploitation ou de la concession minière vaut déclaration d'utilité publique pour l'exécution des travaux entrant dans leur cadre ;
- le droit de céder, transmettre ou amodier son titre minier d'exploitation, sous réserve de l'autorisation préalable du Ministre chargé des mines et du paiement des droits fixes ;
- un droit de renoncer à ses droits, en tout ou en partie, sous réserve d'un préavis d'un (01) an et des stipulations de la convention minière. Toutefois, ladite renonciation ne libère pas le titulaire des obligations prévues dans la Convention minière et résultant des activités engagées par le titulaire antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la renonciation ;
- le droit de transporter, conformément à la législation en vigueur, les substances extraites ainsi que leurs concentrés ou dérivés primaires jusqu'aux points de stockage, de traitement ou de chargement et d'en disposer sur les marchés intérieur et extérieur ;
- un droit à la stabilité des conditions juridiques, administratives, financières et fiscales de l'exploitation, conformément aux stipulations de la Convention minière ;
- un droit d'embaucher et d'utiliser tout personnel expatrié nécessaire à la conduite des opérations minières ; Toutes fois à compétence égale, priorité est donnée au personnel Sénégalais.

ARTICLE 25 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE D'UN TITRE MINIER D'EXPLOITATION

25.1 Le titulaire d'un titre minier d'exploitation est notamment tenu :

- de déclarer préalablement au ministre chargé des mines toute décision de démarrage ou de fermeture des travaux d'exploitation ;
- d'exploiter le gisement dont il a démontré l'existence selon les règles de l'art et de manière à ne pas compromettre la récupération des réserves prouvées et probables et de protéger l'environnement ;
- d'informer régulièrement le Ministre chargé des mines des méthodes et des résultats de l'exploitation, des résultats des travaux de recherche de réserves additionnelles prouvées et probables ainsi que leurs caractéristiques.

25.2 Les opérations minières doivent être engagées dans les meilleurs délais et conduites avec diligence par les titulaires.

25.3 Si dans un délai d'un (01) an à compter de la date effective d'entrée en vigueur du titre minier d'exploitation les opérations d'investissement ne sont pas réellement engagées par lesdits titulaires, les avantages fiscaux consentis par le Code minier peuvent être déclarés caducs après mise en demeure du Ministre chargé des mines.

25.4 En cas d'expiration d'un titre minier d'exploitation sans renouvellement de celui-ci, la mine et ses dépendances sont transférées en pleine propriété à l'Etat, libres de toutes charges, y compris ses dépendances immobilières.

TITRE IV : AVANTAGES PARTICULIERS ACCORDES **PENDANT LA PHASE D'EXPLOITATION**

ARTICLE 26 : PERIODE DE REALISATION DES INVESTISSEMENTS

26.1 « Pendant la période de réalisation des investissements et de démarrage de production d'une nouvelle exploitation ou de l'extension de la capacité de production d'une exploitation déjà existante, AFRIGEM, titulaire d'un permis d'exploitation ou de concession minière, ainsi que les entreprises travaillant pour son compte bénéficient de l'exonération de tous droits et taxes de douane à l'exception de la Redevance Statistique et des prélèvements communautaire (PCC et PCS) , sauf lorsque cette exonération desdits prélèvements est prévue dans un accord de financement extérieur.

Cette exonération porte sur :

- les matériels, matériaux, fournitures, machines, véhicules utilitaires inclus dans le programme agréé et équipements destinés directement et définitivement aux opérations minières ;
- les carburants et lubrifiants alimentant les installations fixes, matériels et forages, machines et autres équipements destinés aux opérations minières ;
- les produits pétroliers servant à produire de l'énergie utilisée dans la réalisation du programme d'exploitation ;
- les parties et pièces détachées destinées aux machines et équipements destinés de façon spécifique aux opérations minières.

Les sociétés sous-traitantes, lors de cette phase bénéficieront, pour la réalisation de leurs prestations, des mêmes avantages douaniers que la société AFRIGEM.

Toutefois, les véhicules utilitaires et de tourisme, les matériels de manutention et de façon générale, tous matériels éligibles au régime de l'admission temporaire spéciale ne seront pas exonérés ».

26.2 La période de réalisation des investissements entre en vigueur à la date d'octroi du permis d'exploitation ou de la concession minière pour se terminer à la date de notification au Ministre chargé des mines de la date de première production, à l'exception des opérations effectuées titre d'essai. Elle expire au plus tard dans un délai de deux (02) ans pour le permis d'exploitation et de quatre (04) ans pour la concession minière.

26.3 Pendant la période de réalisation des investissements et de démarrage de la production d'une nouvelle exploitation ou de l'extension de la capacité de production d'une exploitation

déjà existante, les matériels, matériaux, fournitures, machines, engins, équipements et véhicules utilitaires destinés directement aux opérations minières, importés au Sénégal par le titulaire de permis d'exploitation ou de concession minière ainsi que les entreprises travaillant pour son compte et pouvant être réexportés ou cédés après utilisation, seront déclarés au régime d'admission temporaire spéciale (ATS).

ARTICLE 27 : AUTRES AVANTAGES FISCAUX EN PHASE D'EXPLOITATION

27.1 Pendant toute la durée de l'exploitation, le titulaire du permis d'exploitation ou de concession minière est exonéré de la taxe d'exportation des produits issus de ses activités d'exploitation sur le périmètre du titre minier d'exploitation accordé.

27.2 Pendant une période de trois (03) ans pour le titulaire du permis d'exploitation et de sept (07) ans pour le titulaire de la concession minière à compter de la date de délivrance du titre minier d'exploitation et sous réserve des dispositions de l'article 28 de la présente Convention, ces titulaires bénéficient d'une exonération totale d'impôt, notamment :

- exonération des taxes sur la valeur ajoutée de biens et services acquis auprès des fournisseurs locaux ou des prestataires domiciliés hors du Sénégal ;
- exonération des droits et taxes de sortie ;
- exonération de l'impôt minimum forfaitaire ;
- exonération des patentes et contributions foncières des propriétés bâties et non bâties à l'exception des Immeubles à usage d'habitation ;
- exonération de la contribution forfaitaire à la charge de l'employeur ;
- exonération des droits et taxes frappant les actes constatant la constitution de sociétés et les augmentations de capital.

27.3 Toutefois, les grands projets d'exploitation faisant l'objet de concession minière et nécessitant la mobilisation d'investissements lourds bénéficient pour les avantages fiscaux et douaniers susmentionnés, d'une durée d'exonération au moins égale à la période de remboursement des emprunts qui ne pourra pas excéder quinze (15) ans, à partir de la date de délivrance de la concession minière.

ARTICLE 28 : L'IMPOT SUR LES SOCIETES

28.1 Sous réserve des dispositions des alinéas ci-après, le titulaire d'un titre minier d'exploitation est assujéti à l'impôt sur les sociétés, conformément aux dispositions du Code général des impôts.

28.2 Toutefois, le titulaire d'une concession minière bénéficie, pendant une durée de sept (7) ans, de l'exonération de l'impôt sur les sociétés à partir de la date de délivrance de la concession minière.

28.3 Pour les grands projets d'exploitation faisant l'objet de concession minière et nécessitant la mobilisation d'investissements lourds, la durée d'exonération, au moins égale à la période de remboursement des emprunts, ne pourra pas excéder quinze (15) ans à partir de la date de délivrance de la concession minière.

ARTICLE 29 : REGLEMENTATION DES CHANGES

29.1 Les titulaires de titres miniers accordés en vertu des dispositions du Code minier, sont soumis à la réglementation des changes en vigueur sur le Territoire de la République du Sénégal. A ce titre, et sous réserve du respect des obligations qui leur incombent, notamment en matière de réglementation des changes, ils peuvent :

- encaisser au Sénégal tous fonds acquis ou empruntés à l'étranger, y compris les recettes des ventes de leur quote-part de production;
- transférer à l'étranger les dividendes et produits des capitaux investis ainsi que le produit de la liquidation ou de la réalisation de leurs avoirs;
- transférer à l'étranger les fonds destinés au remboursement des dettes contractées à l'extérieur en capital et intérêts; au paiement des fournisseurs étrangers de biens et services nécessaires à la conduite des opérations minières;
- importer tous les fonds acquis ou empruntés à l'étranger nécessaires à l'exécution des opérations minières.

29.2 Il est garanti au personnel étranger résidant au Sénégal, employé par tout titulaire de titre minier, la libre conversion et le libre transfert de tout ou partie de ses économies sur salaire ou résultant de la vente des effets personnels au Sénégal, sous réserve de l'acquittement des impôts et cotisations diverses, conformément à la réglementation des changes :

- des dividendes distribuées aux associés non sénégalais et de toutes sommes affectées à l'amortissement des financements obtenus auprès des bailleurs ;
- des bénéfices nets et des dividendes générés par l'investissement y compris des fonds provenant de la cession ou de la liquidation des actifs du projet.

ARTICLE 30 - STABILISATION DES REGIMES FISCAUX ET DOUANIERS

Les titulaires de titres miniers bénéficient des conditions suivantes :

- la stabilisation du régime fiscal et douanier durant toute la période de validité de leurs titres miniers. Cette stabilisation est effective à compter de la date de notification d'octroi du titre minier. A ce titre le régime fiscal et douanier attaché à l'octroi d'un permis de recherche ne peut être remis en question au moment de l'octroi du permis d'exploitation. Toutefois, le titulaire d'un permis de recherche peut négocier avec l'Etat avant l'octroi du titre minier d'exploitation, le régime fiscal et douanier afin de l'adapter aux conditions de l'exploitation;
- pendant toute la période de validité d'une convention minière, les modifications apportées aux règles d'assiette, de perception et de tarification des impôts, taxes et redevances susvisés sont inopposables au titulaire du titre minier sauf à la demande du titulaire du titre minier et à condition qu'il adopte les nouvelles dispositions dans leur totalité.

ARTICLE 31 – LIBRE CHOIX DES PARTENAIRES, FOURNISSEURS ET SOUS-TRAITANTS



Il est garanti aux titulaires de titres miniers le libre choix des fournisseurs, des sous-traitants et des prestataires de services ainsi que des partenaires.

Toutefois, sont soumis à approbation préalable du Ministre chargé des mines, tous protocoles, contrats et conventions ayant pour objet de confier, de céder ou de transférer partiellement ou totalement les droits et obligations résultant du titre minier.

Les titulaires de titres miniers, leurs fournisseurs et leurs sous-traitants utilisent autant que possible des services et matières d'origine du Sénégal, les produits fabriqués ou vendus au Sénégal dans la mesure où ces services et produits sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, garanties et délais de livraison.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32 : ENGAGEMENT DE L'ETAT

L'Etat s'engage à :

32.1 garantir à AFRIGEM et à la société d'exploitation, la stabilisation des avantages économiques et financiers, des conditions fiscales et douanières, législatives et réglementaires prévus dans la Convention, pendant toute la durée d'exécution, conformément aux articles 24 de la présente Convention et 28 du Code minier ;

32.2 dédommager AFRIGEM et à la société d'exploitation, selon le cas des frais supplémentaires résultants du changement des dispositions législatives et réglementaires en vigueur après la date de signature de la Convention. L'Etat donne en garantit sa reconnaissance pour le paiement de ses engagements monétaires tels qu'ils résultent de l'article 29.1 ci-dessus ;

32.3 garantir à AFRIGEM ou la société d'exploitation le libre choix des fournisseurs, des sous-traitants et des prestataires de services ainsi que des partenaires ;

32.4 garantir que toutes dispositions plus favorables qui seraient prises après la signature de la Convention seront étendues de plein droit à AFRIGEM et à la société d'Exploitation, sauf renonciation express de leur part.

32.5 n'édicter à l'égard de AFRIGEM, de la société d'exploitation et de leurs sous-traitants aucune mesure en matière de législation qui puisse être considérée comme discriminatoire par rapport à celles qui seraient imposées à des entreprises exerçant une activité similaire au Sénégal ;

32.6 garantir à AFRIGEM et à la société d'exploitation, pendant toute la durée de la présente Convention, la libre gestion des opérations minières y compris la commercialisation des produits d'exploitation et ceci dans le strict respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

32.7 faciliter l'obtention des autorisations administratives et permis requis pour le personnel expatrié et notamment les visas d'entrée et de sortie, le permis de travail et de séjour ;

32.8 assister la société d'exploitation dans l'obtention de toute autorisation administrative requise pour faciliter la commercialisation des produits. Il est entendu que la société d'exploitation sera habilitée à négocier librement et de manière indépendante, avec toute société spécialisée de son choix sur le marché international, la commercialisation des dits produits ;

32.9 ne pas exproprier en totalité ou en partie les installations et les infrastructures bâties ou acquises dans le cadre des opérations minières de AFRIGEM et de la société d'exploitation, sauf en cas de force majeure ou nécessité publique. Dans ce cas, l'Etat versera à la société une juste indemnité fixée conformément à la législation en vigueur, notamment la loi n° 76-67 du 02 juillet 1976 et ses textes d'application ainsi qu'aux principes admis en droit international.

ARTICLE 33 : OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE AFRIGEM ET DE LA SOCIETE D'EXPLOITATION EN MATIERE DE FOURNISSEURS LOCAUX, PERSONNEL LOCAL ET PERSONNEL EXPATRIE

33.1 Si plusieurs personnes physiques ou morales sont co-titulaires indivis d'un titre minier, ou sollicitent conjointement un titre minier, elles agissent conjointement et solidairement et ont l'obligation de soumettre, à l'approbation du Ministre chargé des mines, tout accord conclu entre elles en vue de la réalisation des opérations minières dans le périmètre concerné. Les modalités d'approbation sont précisées par décret.

33.2 AFRIGEM et la société d'exploitation utiliseront pour tout achat d'équipement, fournitures de biens ou prestations de services des entreprises sénégalaises dans la mesure où ces biens et services sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, quantité, garanties, délais de livraison et de paiement. Dans le cas contraire AFRIGEM et la société d'exploitation pourront acquérir, importer de toute provenance et utiliser au Sénégal tous les biens, matières premières et services nécessaires dans le cadre des opérations minières prévues par la présente Convention.

33.3 AFRIGEM ou la société d'exploitation peut faire appel au personnel expatrié nécessaire à la conduite des travaux de recherche, mais devra accorder la préférence au personnel sénégalais à qualifications égales et à lui donner des postes correspondants à ses capacités professionnelles.

33.4 Pendant la durée de la présente Convention, AFRIGEM, la société d'exploitation et les sous-traitants s'engagent à :

- accorder la préférence au personnel sénégalais à qualification, compétence et expérience égales ;
- utiliser la main d'œuvre locale pour tous les emplois ne nécessitant aucune qualification professionnelle particulière ;
- mettre en œuvre un programme de formation, de perfectionnement et de promotion du personnel sénégalais en vue d'assurer son utilisation dans toutes les phases et de toutes les échelles des activités liées à la présente Convention, dans les limites des besoins des opérations minières ;
- contribuer sur la base d'un protocole d'accord qui sera conclu avec le Ministère chargé des mines à la formation et au perfectionnement des sénégalais chargés de la gestion, de la promotion et du développement du secteur minier du Sénégal ;

- assurer un logement aux travailleurs employés sur le site dans les conditions d'hygiène et de salubrité conformes à la réglementation en vigueur ou à intervenir.

33.5 AFRIGEM ou la société d'exploitation s'engagent à contribuer à la réalisation ou le cas échéant à améliorer ou étendre les infrastructures sanitaires, scolaires et de loisirs des travailleurs et les membres de leurs familles les plus proches en tenant compte de la situation économique de la société et suivant les normes locales.

33.6 Nonobstant ce qui précède, l'Etat se réserve le droit d'interdire l'entrée ou le séjour des ressortissants de pays hostiles au Sénégal et des individus dont la présence serait de nature à compromettre la sécurité ou l'ordre public.

33.7 Pendant les phases de recherches et d'exploitation, le personnel expatrié n'est pas soumis à la législation en vigueur au Sénégal en matière de sécurité sociale et de retraite et, par conséquent, aucune charge ni cotisation n'est payable pour cette catégorie de salariés.

33.8 AFRIGEM et la société d'exploitation s'engagent à respecter en toutes circonstances les normes en cours d'usage au Sénégal en matière de construction, de génie civil, de travaux miniers, de sécurité, d'hygiène et de salubrité, de protection de l'environnement.

33.9 Si au cours ou au terme des opérations minières menées dans le cadre de la présente Convention, AFRIGEM et/ou la société d'exploitation décident de mettre fin à leurs activités, elles ne pourront céder à des tiers leurs installations, machines et équipements qu'après avoir accordé à l'Etat pendant une période de trente (30) jours une priorité d'acquisition de ces biens.

Dans ce cas, l'Etat supporte les droits et taxes qui seraient dus.

33.10 Démarrage et fermeture de travaux

Toute décision de démarrage ou de fermeture de travaux de recherche ou d'exploitation de substances minérales doit être déclarée au préalable au Ministre chargé des mines.

33.11 Indemnisation des tiers et de l'Etat

Le titulaire de titre minier est tenu d'indemniser l'Etat ou toute personne physique ou morale pour les dommages et préjudices matériels qu'il a causés.

ARTICLE 34 : GARANTIES ADMINISTRATIVES, FONCIERES ET MINIERES

34.1 Dans le cadre de la présente Convention, l'Etat accorde respectivement à AFRIGEM et la société d'exploitation, le droit exclusif d'effectuer des activités de recherche et d'exploitation, à condition qu'elles aient satisfait à leurs obligations.

34.2 Pendant la durée de validité de la présente Convention, l'Etat s'engage, s'agissant des substances visées par ladite Convention à n'octroyer aucun droit, titre ou intérêt relatif au périmètre et/ou aux gisements à toute tierce personne.

34.3 L'Etat garantit à AFRIGEM et la société d'exploitation l'accès, l'occupation et l'utilisation de tous terrains, à l'intérieur comme l'extérieur du périmètre, nécessaires aux travaux de recherche et d'exploitation du ou des gisements faisant l'objet respectivement du permis de recherche et/ou du titre minier d'exploitation dans le cadre de la présente Convention et conformément aux dispositions du Code minier.

34.4 AFRIGEM est autorisée à :

- occuper les terrains nécessaires à l'exécution des travaux de recherche et d'exploitation, à la réalisation des activités connexes ainsi qu'à la construction des logements du personnel affecté au chantier ;
- procéder ou faire procéder aux travaux d'infrastructures nécessaires à la réalisation, dans les conditions économiques normales et dans les règles de l'art, des opérations liées à la recherche et à l'exploitation, notamment au transport des approvisionnements, des matériels, des équipements des produits chimiques et des produits extraits ;
- effectuer les sondages et les travaux requis pour l'approvisionnement en eau du personnel, des travaux et des installations ;
- rechercher et extraire des matériaux de construction et d'empierrement ou de viabilité nécessaires aux opérations ;
- couper les bois nécessaires à ces travaux ;
- utiliser pour ses travaux les chutes d'eau non utilisées ou réservées.

Les travaux énumérés ci-après sont considérés comme faisant partie des travaux de recherche et d'exploitation :

- la préparation, le lavage, la concentration, le traitement mécanique, chimique ou métallurgique des substances minérales extraites, l'agglomération, la carbonisation, la distillation des combustibles ;
- le stockage et la mise en dépôt des produits et déchets ;
- les constructions destinées au logement, à l'hygiène et aux soins du personnel ;
- l'établissement de toutes voies de communication et notamment les routes, voies ferrées, canaux, canalisation, convoyeurs, transporteurs aériens, ports, aéroports et réseaux de télécommunications ;
- l'établissement de bornes repères et de bornes de délimitation ;
- l'établissement et l'exploitation de centrales, postes, lignes électriques et réseaux de télécommunication.

34.5 A la demande de AFRIGEM ou la société d'exploitation, l'Etat procédera à la réinstallation des habitants dont la présence sur lesdits terrains entrave les travaux de recherches et/ou d'exploitation.

34.6 Toutefois, AFRIGEM et/ou la société d'exploitation seront tenues de payer une indemnité équitable aux dits habitants ainsi que pour toute perte ou privation de jouissance ou dommage que leurs activités ont occasionné.

34.7 A défaut d'un règlement à l'amiable, l'Etat s'engage à intenter une action d'expropriation d'ordre public pour le compte de AFRIGEM et/ou la société d'exploitation.

34.8 Afin de réaliser les objectifs prévus dans la présente Convention, AFRIGEM et la société d'exploitation sont autorisés à utiliser les matériaux provenant de leurs travaux d'extraction et les éléments trouvés dans les limites du périmètre de recherche ou du titre minier d'exploitation, conformément à la législation en vigueur.

34.9 L'Etat garantit à AFRIGEM et à la société d'exploitation l'utilisation de l'infrastructure routière, ferroviaire, aérienne, électrique, hydroélectrique et de la télécommunication pour ses opérations, à construire et/ou à mettre en place et à utiliser conformément à la législation en vigueur.

34.10 AFRIGEM et la société d'exploitation sont habilitées, au cas où elles le jugeraient nécessaire dans le cadre des opérations, à construire et/ou à mettre en place et à utiliser des infrastructures comme prévues à l'article 32.9 sans que cette énumération soit restrictive, et à réparer et entretenir des infrastructures existantes. Les dépenses engagées à cet effet sont considérées comme des dépenses déductibles des revenus bruts.

34.11 L'Etat délivre avec diligence les autorisations nécessaires relatives à la construction et/ou la mise en place et l'utilisation desdites infrastructures.

34.12 Les infrastructures construites ou mises en place par AFRIGEM et la société d'exploitation deviennent de plein droit leur propriété. En cas d'expiration de cette Convention, ils pourront en disposer à leur discrétion. Au cas où il a été décidé de céder gratuitement de telles infrastructures à l'Etat, les parties conviennent qu'aucun impôt, droit d'entrée, taxe, droit, prélèvement, contribution ou toute autre charge relative à cette cession ne sera dû.

34.13 L'infrastructure routière, construite par AFRIGEM et/ou la société d'exploitation peut être ouverte à l'usage du public à ses propres risques et périls, sauf si cette ouverture constitue une entrave au bon déroulement des opérations minières.

34.14 Au cas où AFRIGEM et/ou la société d'Exploitation décident de mettre fin à leurs activités, elles pourront céder à des tiers leurs installations, machines, équipements qu'après avoir accordé à l'Etat pendant une période de trente jours une priorité d'acquisition de ces biens. Dans ce cas, l'Etat supporte les droits et taxes qui seraient dus.

ARTICLE 35 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE CULTUREL NATIONAL

35.1 Etude d'impact environnemental

Tout demandeur de permis d'exploitation ou de concession minière ou d'autorisation d'exploitation de petite mine doit réaliser, à ses frais, une étude d'impact sur l'environnement conformément au Code de l'environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

35.2 Exploitation minière en forêts classées

Les titres miniers délivrés en application du Code minier doivent respecter les dispositions du Code forestier notamment celles de son article L44.

35.3 Réhabilitation des sites miniers

Tout titulaire de titre minier doit obligatoirement procéder à la réhabilitation des sites à l'expiration de chaque titre minier.

35.4 Fonds de réhabilitation des sites miniers

Nonobstant les obligations découlant de l'article 82 du Code minier, tout titulaire d'un titre minier d'exploitation est tenu d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire dans une banque commerciale au Sénégal. Ce compte est destiné à la constitution d'un fonds pour couvrir les coûts de la mise en œuvre du programme de réhabilitation.

Les sommes ainsi utilisées sont en franchise de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Les modalités d'opération et d'alimentation de ce fonds sont établies par l'Etat.

35.5 AFRIGEM et la société d'exploitation préserveront, dans la mesure du possible, les infrastructures utilisées. Toute détérioration, au-delà de l'usage normal de l'infrastructure publique, clairement attribuable à AFRIGEM ou à la société d'exploitation doit être réparée.

35.6 AFRIGEM ou la société d'exploitation s'engage à :

- prendre les mesures nécessaires pour protéger l'environnement ;
- entreprendre une étude d'impact sur l'environnement annexée à la demande du titre minier d'exploitation ;
- effectuer pendant la durée de l'exploitation selon un calendrier préétabli, un contrôle périodique de la qualité des eaux, du sol et de l'air dans la zone de travail et les zones avoisinantes ;
- disposer des terres excavées de manière à pouvoir contrôler dans les limites acceptables, les glissements ou affaissements de terrain, la dérivation et la sédimentation des lits des cours d'eau, la formation des retenues d'eau nuisibles et la détérioration des sols et des végétations avoisinantes ;

- éviter toute décharge de solutions ayant un taux de contaminant par litre qui est supérieur aux normes internationales. De plus, les métaux lourds entraînés par lesdites solutions doivent être précipités, récupérés et stockés dans des récipients appropriés pour destruction ultérieure dans un lieu convenable choisi de commun accord avec l'institution publique responsable de la protection de l'environnement, conformément aux dispositions en vigueur au Sénégal ; il sera aussi évité toute décharge de solutions, de produits chimiques toxiques et de substances nocives dans le sol et dans l'air ;
- neutraliser et contrôler, de manière efficace, les déchets afin de ne pas affecter considérablement et défavorablement les conditions climatiques, le sol, la végétation et les ressources en eaux du périmètre ;
- la société AFRIGEM ou la société d'exploitation doit obligatoirement procéder à la réhabilitation des sites exploités à l'expiration de chaque titre de manière à ce que le contour des terres épouse raisonnablement la topographie des lieux ;

35.7 Au cours des activités de recherche, s'il venait à être mis au jour des éléments du patrimoine culturel national, AFRIGEM s'engage à informer les autorités administratives et à

ne pas déplacer ces objets pour une période ne dépassant pas un mois après l'accusé de réception de la notification informant ces mêmes autorités administratives.

35.8 La société d'exploitation et/ou AFRIGEM s'engagent dans des limites raisonnables à participer aux frais de transfert des objets découverts.

ARTICLE 36 : CESSION – SUBSTITUTION

36.1 Pendant la recherche AFRIGEM pourra, avec l'accord préalable et par écrit de l'Etat, céder à des personnes morales autres qu'une filiale ayant les capacités techniques et financières avérées tout ou partie des droits et obligations qu'elle a acquis en vertu de la présente Convention et du permis de recherche, cet accord ne pouvant être refusé sans motif valable.

36.2 Néanmoins, AFRIGEM pourra, dans le cadre de l'exécution de la présente Convention se faire substituer, sans restriction, par une filiale, après l'avoir notifié au Ministre chargé des mines.

36.3 Les Parties conviennent que toute cession de réservation d'actions ou d'actions émises sera soumise à l'agrément préalable du Conseil d'Administration de la société d'exploitation qui devra en aviser les actionnaires selon une procédure à définir dans l'accord des actionnaires. Les actionnaires ont un droit de préemption au prorata de leurs participations sur l'acquisition de toutes les actions ou réservations d'actions dont la cession sera envisagée. Ce droit devra être exercé dans un délai n'excédant pas soixante (60) jours après notification par la partie ayant pris l'initiative de cession d'actions ou de réservation d'actions.

36.4 Les cessionnaires devront assumer tous les droits et obligations du cédant découlant de la présente Convention, du permis de recherche, du permis d'exploitation ou de la concession minière ainsi que tous les droits et obligations résultant de la participation dans la société d'exploitation.

36.5 Cet article ne s'applique pas au cas de sous-traitance pour l'exécution de travaux dans le cadre de la Convention. En cas de sous-traitance, AFRIGEM et/ou la société d'exploitation, dans leur qualité de maître d'œuvre, demeurent entièrement responsables de l'exécution de ces travaux.

ARTICLE 37 : MODIFICATIONS

37.1 la Convention ne peut être modifiée que par écrit et d'un commun accord entre les Parties.

37.2 La partie qui prend l'initiative de la modification saisit l'autre projet à cet effet.

37.3 Les Parties s'efforceront de parvenir à une solution mutuellement acceptable, et le cas échéant, l'amendement fera l'objet d'un avenant qui sera annexé à la présente Convention.

37.4 Tout avenant à cette Convention n'entrera en vigueur qu'après la signature par les Parties dudit avenant.

ARTICLE 38 : FORCE MAJEURE

38.1 En cas d'incident de force majeure, aucune des Parties ne sera responsable de l'empêchement ou de la restriction, directement ou indirectement, d'exécuter toutes ou une partie de ses obligations découlant de la présente Convention.

38.2 Un événement comme, notamment la guerre déclarée ou non déclarée, la révolution, l'insurrection, la rébellion, le terrorisme, les troubles civils, émeutes ou perturbations sociales, les embargos, sabotages, les grèves, lock-out, les conflits sociaux, ne résultant pas des employés de AFRIGEM ou de la société d'exploitation, les incendies,, les inondations, tremblement de terre, les tempêtes, les épidémies, sera considéré comme un cas de force majeure s'il échappait à la volonté et au contrôle d'une Partie et s'il rendait impossible ou pas pratique l'exécution de la totalité ou d'une des obligations découlant de la présente Convention et pourvu que cette partie ait pris toutes les précautions raisonnables les soins appropriés et les mesures alternatives afin d'éviter le retard ou la non-exécution ou l'exécution partielle des obligations stipulées dans la présente Convention.

38.3 Il est de l'intention des Parties que l'interprétation du terme de force majeure soit conforme aux principes et usages du droit international.

38.4 La Partie directement affectée par cette force majeure la notifiera aussitôt que possible à l'autre Partie et communiquera une estimation de la durée de cette situation de force majeure ainsi que toute information utile et circonstanciée.

38.5 En cas de force majeure, la présente Convention sera suspendue. Au cas où la force majeure persisterait au-delà d'une période de trois (3) mois, la présente Convention pourra être résiliée par AFRIGEM ou la société d'exploitation.

38.6 Au cas où la présente Convention serait suspendue, totalement ou partiellement, en raison d'un cas de force majeure, la validité du titre minier concerné est prorogée de plein droit d'une durée correspondant au retard subi.

38.7 Tout litige au sujet de l'événement ou les conséquences de la force majeure sera réglé conformément aux stipulations de l'article 42.

ARTICLE 39 : RAPPORTS ET INSPECTIONS

39.1 AFRIGEM et/ou la société d'exploitation fourniront à leurs frais, les rapports prévus par la réglementation minière.

39.2 Les représentants de l'Etat et à condition qu'ils soient dûment habilités à cet effet auront la possibilité d'inspecter, à tout moment pendant les heures de travail normales, les installations, les équipements, le matériel et tous les documents relatifs aux opérations minières, sans gêner les activités de la société d'exploitation.



39.3 L'Etat se réserve le droit de se faire assister, à ses frais, par une société d'audit internationalement reconnue afin de vérifier sans gêner les activités de la société, la validité des renseignements fournis.

39.4 AFRIGEM ou la société d'exploitation s'engage, pour la durée de la présente Convention à :

- tenir au Sénégal une comptabilité sincère, véritable et détaillée de leurs opérations accompagnées des pièces justificatives permettant d'en vérifier l'exactitude. Cette comptabilité sera ouverte à l'inspection des représentants de l'Etat spécialement mandatés à cet effet ;
- permettre le contrôle par les représentants de l'Etat dûment autorisés de tous comptes ou écritures se trouvant à l'étranger et se rapportant aux opérations au Sénégal les frais relatifs à ce contrôle sont supportés par l'Etat.

ARTICLE 40 CONFIDENTIALITE

40.1 Les Parties s'engagent à traiter comme strictement confidentielles toutes données et informations de toute nature, soit verbalement soit par écrit, dans le cadre des opérations. Les Parties conviennent de ne pas divulguer ces informations sans l'accord préalable et par écrit des autres Parties.

40.2 Nonobstant le paragraphe précédent, les Parties s'engagent à ne faire usage de documents, données et autres informations dont ils auront connaissance dans le cadre de la présente Convention, uniquement qu'aux fins de l'exécution de la présente Convention et de ne les communiquer qu'exclusivement :

- aux autorités administratives conformément à la réglementation en vigueur ;
- à une société affiliée de l'une des Parties à la présente Convention ;
- à une institution financière dans le cadre de tout prêt sollicité par l'une des Parties pour des raisons directement liées à la présente Convention ;
- à des consultants comptables indépendants ou sous-traitants des Parties dont les fonctions relatives aux opérations exigeraient une telle divulgation ;
- à des experts comptables indépendants ou conseils juridiques de chacune des Parties uniquement dans le but de leur permettre de remplir effectivement leurs prestations concernant des questions relevant de la présente Convention.

40.3 Les Parties s'engagent à imposer ces obligations de secret et de confidentialité à toute personne participant à la négociation et l'exécution de la présente Convention en qualité quelconque, soit de consultant, préposé ou autre.

ARTICLE 41 : SANCTIONS ET PENALITES

Les sanctions et pénalités applicables dans le cadre de la présente Convention sont celles prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 42 : ARBITRAGE – REGLEMENT DE DIFFERENDS



Tout différend ou litige découlant de la présente Convention sera d'abord réglé à l'amiable dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de notification écrite du litige. Au cas où aucune solution à l'amiable n'est trouvée, les Parties conviennent d'ores et déjà que le différend sera tranché définitivement suivant le règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la chambre de Commerce International de Paris (C.C.I).

Le lieu de l'arbitrage sera Paris et la langue de l'arbitrage sera la langue française. La sentence arbitrale pourra être rendue exécutoire par toutes juridictions compétentes. Aux fins de l'arbitrage des différends, le tribunal arbitral se référera aux dispositions de la présente Convention, aux lois du Sénégal et aux principes généraux du droit et, notamment, à ceux applicables par les tribunaux internationaux.

Le recours à l'arbitrage suspend toute mesure tendant à mettre fin à la présente Convention ou à faire échec à toute disposition de la présente Convention.

Les différends qui selon les parties touchent exclusivement des aspects techniques seront soumis à un expert indépendant choisi conjointement par les parties.

Cet expert sera d'une nationalité autre que celle des parties. A défaut pour les parties de s'entendre sur le nom de l'expert, celui-ci sera désigné par le Président de la Chambre de Commerce International de Paris.

ARTICLE 43 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente Convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les Parties.

ARTICLE 44 : DUREE

Sous réserve d'une résiliation conformément aux dispositions de l'article 42, la durée de la présente Convention correspond à la durée des activités de recherche de AFRIGEM et des activités d'exploitation de la société d'exploitation.

ARTICLE 45 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée avant terme :

- par l'accord mutuel et écrit des Parties ;
- en cas de renonciation par AFRIGEM à tous ses titres miniers ;
- en cas de retrait desdits titres miniers conformément aux dispositions de la législation et la réglementation minière en vigueur ;
- en cas de dépôt de bilan par AFRIGEM ou la société d'exploitation de règlement judiciaire, de liquidation des biens ou procédures collectives similaires..

La résiliation ne pourra devenir effective qu'à l'issue d'une période de trois mois suivant la surveillance d'un des événements ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 46 - RENONCIATION AU PERMIS D'EXPLOITATION OU A LA CONCESSION MINIERE



Le titulaire d'un titre minier d'exploitation peut y renoncer à tout moment, en totalité ou en partie, sous réserve d'un préavis d'un (01) an adressé au Ministre chargé des mines et des stipulations de la convention minière.

La renonciation à tout ou partie des droits conférés par un titre minier d'exploitation emporte en particulier renonciation, dans la même mesure, aux droits qui y sont attachés.

La renonciation libère le titulaire pour l'avenir. Toutefois, elle ne le libère pas des engagements pris antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la renonciation, notamment les obligations relatives à l'environnement et à la réhabilitation des sites d'exploitation, ainsi que les autres obligations prévues notamment dans le Code minier et la convention minière.

ARTICLE 47 : NOTIFICATION

Toutes communications et notifications relatives à la présente Convention seront effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie ou remise en mains propres aux adresses ci-après :

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal,

Direction des Mines et de la Géologie (DMG)
104, Rue Carnot BP 1238 DAKAR
Tél./Fax : (221) 822 04 19.

Pour la société AFRIGEM SL

AFRIGEM SA
35009 – Las palmas de GC SPAIN
TEL: +34 603 13 20 23

ARTICLE 48 : LANGUE DU CONTRAT ET SYSTEME DE MESURE

La présente Convention est rédigée en langue française. Tous rapports ou autres documents en application de la présente Convention doivent être rédigés en langue française.

Le système de mesure applicable dans le cadre de la présente Convention est le système métrique.



ARTICLE 49 : RENONCIATION

Sauf renonciation expresse, le fait pour toute Partie, de ne pas exercer un droit ou de le faire valoir tardivement, dans le cadre de la présente Convention, ne constitue en aucun cas une renonciation à ce droit.

ARTICLE 50 : RESPONSABILITE

La responsabilité entre les Parties n'est pas solidaire.

La responsabilité de chaque Partie se limite au montant contribué ou au montant pour lequel elle a donné son accord de contribuer ainsi qu'à sa part de l'actif non distribué.

Aucune Partie ne peut agir au nom de l'autre Partie sauf autorisation explicite et par écrit.

ARTICLE 51 : DROIT APPLICABLE

Sous réserve des articles 32.9 et 42 la présente Convention est régie par le droit du Sénégal en vigueur à la date de la signature de la présente Convention.

ARTICLE 52 : STIPULATIONS AUXILIAIRES

En cas d'interprétation divergente entre la présente Convention et le Code minier, le permis de recherche, le permis d'exploitation ou la concession minière, la présente Convention prévaudra sous réserve que l'esprit du législateur soit respecté.

En foi de quoi, les parties ont signé la présente Convention à Dakar le 2010.

Pour le Gouvernement

de la République du Sénégal



Mr Abdoulaye BALDE
Ministre d'Etat
Ministre chargé des Mines

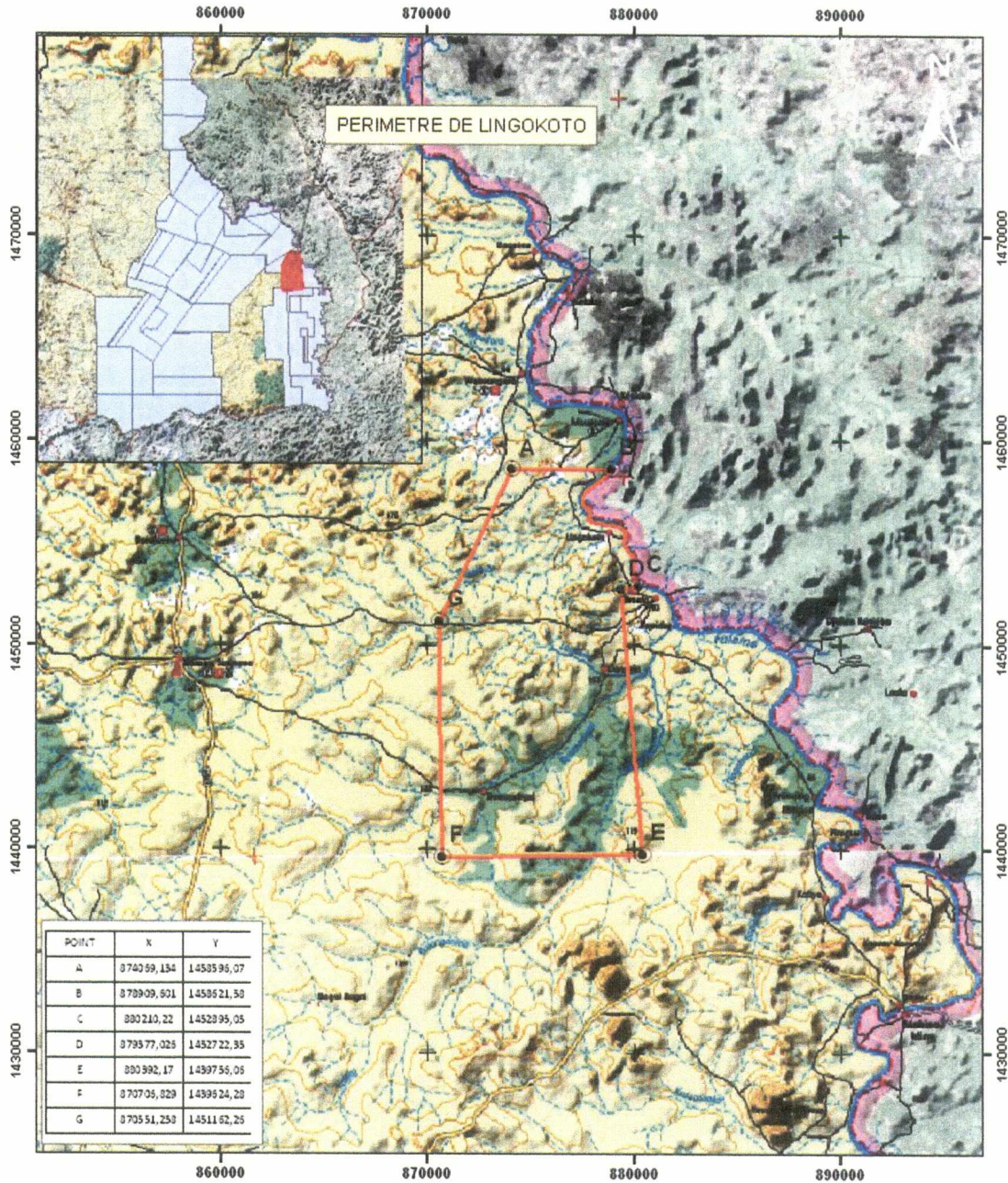
Pour la société
AFRIGEM SL



Monsieur Hendrik Petrus WESSELS

ANNEXE A :
LOCALISATION ET COORDONNEES DU PERIMETRE DE LINGOKOTO

CARTE DE SITUATION DU PERIMETRE DE LINGOKOTO



Légende

 Permis de Lingokoto (157 Km²)



DATUM WGS 84
PROJECTION UTM
Dakar, 15 June 2010

LES COORDONNEES DU PERMIS EN COORDONNEES UTM WGS 84
ZONE 28 N

POINT	X	Y
A	874069,134	1458596,07
B	878909,601	1458621,58
C	880210,22	1452895,05
D	879377,026	1452722,35
E	880392,17	1439756,06
F	870706,829	1439624,28
G	870551,258	1451162,26



ANNEXE B :

**PROGRAMME D'ACTIVITE DE LA PREMIERE PERIODE DEVALIDITE DU
PERMIS DE LINGOKOTO**

PHASE I : Travaux préliminaires (12 mois – 75 millions)

- Compilation, intégration, validation et réinterprétation des données préexistantes ;
- Interprétation géologique et structurale des images Landsat et des photographies aériennes ;
- Interprétation des données géophysiques aéroportées acquises ;
- Géochimie régionale ;
- La régolite
- Géologie régionale (1000m x 100m)

PHASE II : Travaux de suivi (12 mois – 125 millions)

- Génération des cibles
- Litho échantillonnage de reconnaissance et de suivi
- Cartographie de détail
- Excavation de tranchées et de puits ;
- Edification de modèle, concepts et nouvelles idées.

PHASE III : Travaux approfondis (12 mois – 155 millions)

- Définition de systèmes minéralisés
- Cartographie détaillé et litho échantillonnage
- Sondage carottés
- Définition de ressources
- Test métallurgiques

Si les résultats révèle la présence d'un corps minéralisé qui correspond au attentes de AFRIGEM, des études complémentaires seront effectuées en vues de procéder a une évaluation préliminaire du corps minéralisés



ANNEXE C :**ENGAGEMENT MINIMUM DE DEPENSES PREVUES POUR LA PREMIERE PERIODE DEVALIDITE DU PERMIS DE RECHERCHES DE LINGOKOTO POUR OR ET SUBSATNCE CONNEXES**

L'engagement minimum des dépenses durant la première période de validité du permis est fixé comme suit :

- Cinquante millions (50 000 000) de franc CFA pour la première année.
- Si AFRIGEM estime que les résultats sont probants, l'engagement minimum des dépenses pour la deuxième année sera de cent millions (100.000.000) de franc CFA.
- Si AFRIGEM estime que les résultats sont probants, l'engagement minimum des dépenses pour la troisième année sera de cent vingt et cinq millions (125.000.000) de franc CFA.

Les dépenses s'échelonneront selon le chronogramme suivant :

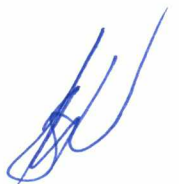
ECHEANCES	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3
PHASES			
PHASE I (travaux préliminaires)	75 millions FCFA		
PHASE II (Travaux de suivi)		125 millions FCFA	
PHASE III (Travaux approfondi)			155 millions FCFA

ANNEXE D :

MODELE D'ETUDE DE FAISABILITE

Le rapport faisant état de la faisabilité de la mise en exploitation d'un gisement de substances minérales à l'intérieur du Périmètre et exposant le programme proposé pour cette mise en exploitation, lequel devra comprendre, à titre indicatif mais sans limitation :

- a) L'évaluation de l'importance et de la qualité des réserves exploitables ;
- b) La détermination de la possibilité de soumettre les substances minérale à un traitement métallurgique ;
- c) Notice d'impact socio-économique du projet ;
- d) La présentation d'un programme de construction de la mine détaillant les travaux, équipements, installations et fournitures requis pour la mise en production commerciale d'un gîte ou gisement potentiel et autorisations requises et les couts estimatifs s'y rapportant, accompagné de prévisions des dépenses à effectuer annuellement ;
- e) L'établissement d'un plan relatif à la commercialisation des produits, comprenant les points de ventes envisagés, les clients, les conditions de ventes et les prix ;
- f) Un planning de l'exploitation minière ;
- g) L'évaluation économique du projet, y compris les prévisions financières des comptes d'exploitation et bilans, calculs d'indicateurs économiques (tels que le taux de rentabilités interne (TRI), taux de retour (TR), valeur annuelle nette (VAN), délai de récupérations, le bénéfice, le bilan en devises du projet) et analyse de la sensibilité ;
- h) Les conclusions et recommandations quant à la faisabilité économique et le calendrier arrêté pour la mise en route de la production commerciale, en tenant compte des points a) à g) ci-dessus ;
- i) L'évaluation et les modalités de prise en charge des frais afférents à la sécurité des installations et des populations dans les limites des zones protection ;
- j) Toutes autres informations que la partie établissant ladite faisabilité estimerait utile pour amener toute institution bancaire ou financière à s'engager à prêter les fonds nécessaires à l'Exploitation du Gisement.



ANNEXE E :

POUVOIR DU SIGNATAIRE

A handwritten signature in blue ink, located in the bottom right corner of the page. The signature is stylized and appears to consist of several connected loops and strokes.

9M5344975

05/2009

FRANCISCO BARRIOS FERNÁNDEZ
NOTARIO
Emilio Castelar, 4 Planta 4ª Oficina 4
Edificio Internacional (Parque Santa Catalina)
☎ 928 22 42 53 - 22 42 63
Fax: 928 22 42 38
✉ pacobarrios@notariado.org
35007-LAS PALMAS DE GRAN CANARIA



ESCRITURA DE CONSTITUCIÓN DE SOCIEDAD LIMITADA.-----

NÚMERO: DOS MIL CIENTO CINCUENTA Y OCHO (2158).-----

En Las Palmas de Gran Canaria, mi residencia, a veintiséis de octubre del año dos mil nueve.-----

Ante mí, **FRANCISCO BARRIOS FERNÁNDEZ**, del Ilustre Colegio Notarial de las Islas Canarias, Notario de esta capital.-----

COMPARECEN:

DON JERÓNIMO FALCÓN LÓPEZ, de nacionalidad española mayor de edad, casado en régimen de absoluta separación de bienes con doña Beatriz Emilia López-Tapia Guzmán, pactadas en virtud de escritura de capitulaciones matrimoniales otorgadas en Bilbao, ante el Notario don Carlos Ramos Villanueva, el día veintiuno de septiembre de mil novecientos noventa y nueve, bajo el número 3.924 de protocolo; copia autorizada de dicha escritura, pendiente de inscripción en el Registro Civil correspondiente, me entrega y devuelvo al interesado, de

profesión Economista, vecino de esta ciudad, con domicilio en calle Juan Ramón Jiménez, número 35, provisto de D. N. I./N. I. F, número 42.840.190-E.- -----

Y DON JAIME IGLESIAS GARCÍA-CRUZ, de nacionalidad española, mayor de edad, soltero, autónomo, vecino de esta ciudad, con domicilio a estos efectos en calle Américo Vespucio, número 16-6º B, código postal 35.009, provisto de D. N. I./N. I. F, número 46.865.832-C.------

INTERVIENEN:

Ambos en su propio nombre y derecho, haciéndolo además don Jerónimo Falcón López, en nombre y representación y **sin que me lo acredite documentalmente de DON HENDRIK PETRUS WESSELS**, de nacionalidad Sudafricana, mayor de edad, casado bajo el régimen legal vigente en su país que según manifiesta el representante es el de separación de bienes con doña Alla Karpova, vecino de Sudáfrica, con domicilio en calle Saint Martín Street, número 28, C.P. 5.204, Eastern Cape Pretoria (Sudáfrica), titular del Pasaporte de su país, número 458922701, con validez hasta el día veinte de febrero del año dos mil dieciséis, vigente, según manifiesta.-----

No me acredita el NIF, de su representado, por lo que, de conformidad con lo dispuesto el apartado segundo



9M5344976

05/2009



del número 5 del artículo 156 del Reglamento Notarial, advierto expresamente de lo dispuesto en el apartado 2 del artículo 254 de la Ley Hipotecaria, en relación con el artículo 80 del Reglamento de Registro Mercantil.-----

Manifiesta el señor **Falcón López**, que su representado no dispone de la certificación negativa de residencia a que se refiere la letra b) del artículo 2.4 del RD 816/1991, pero manifiesta que no es residente a efectos de la legislación sobre inversiones exteriores, lo que acredita con la exhibición de su reseñado pasaporte.----- --

Advierto expresamente al señor **Falcón López**, según interviene, de la obligación de obtener la certificación negativa de residencia de su representado del Ministerio de Interior y remitir a la Dirección General de Comercio e Inversiones copia sellada administrativamente de la misma, tan pronto como sea obtenida y siempre en un plazo no superior a un mes a contar desde la fecha de notificación de la certificación.----- --

Al no acreditar la representación alegada, este documento queda supeditado en su eficacia, a la presenta-

ción del oportuno poder o a la ratificación por parte de los señores representados.-----

Los señores comparecientes, en su intervención, asumen expresamente la falta de la acreditación de la representación alegada, solicitando, no obstante, la autorización del presente instrumento, haciéndole saber, yo el Notario, que el mismo quedará perfeccionado con la exhibición de copia autorizada de poder o ratificación del representado, todo ello de conformidad con el artículo 164.3 del Reglamento Notarial.-----

Con la salvedad expresada, tienen a mi juicio, según intervienen, capacidad para otorgar esta escritura de **CONSTITUCIÓN DE SOCIEDAD DE RESPONSABILIDAD LIMITADA**, a cuyo efecto, -----

OTORGAN

PRIMERO.- Que **DON JERÓNIMO FALCÓN LÓPEZ** y **DON HENDRIK PETRUS WESSELS**, éste último representado en la forma dicha, tienen la firme, decidida y deliberada voluntad de constituir, y en este acto efectivamente la constituyen, una sociedad de responsabilidad limitada que se denomina "**AFRIGEM, S.L.**", la cual se regulará en todo por las disposiciones de la Ley Especial de Sociedades de Responsabilidad Limitada de fecha 23 de Marzo de 1.995, y demás aplicables, en defec-



9M5344977

05/2009



to de todo aquello no especialmente previsto en sus Estatutos, los cuales extendidos en seis folios de papel común, son a mi presencia leídos por el señor Falcón López, que los encuentra conformes, se ratifica en su contenido y también a mi presencia los firma al final del último folio; dicho cuerpo estatutario queda **unido** a esta matriz, de la que a todos los efectos forma parte integrante, acompañando a sus copias por cualquiera de los medios reglamentariamente prevenidos. -----

SEGUNDO.- El capital social es de TRES MIL NOVENTA Y NUEVE EUROS (**3.099 EUROS**) representado por TRES MIL NOVENTA Y NUEVE (**3.099**) **PARTICIPACIONES** de UN EURO (**1,00 €**) de valor nominal cada una, numeradas correlativamente del **UNO (1)** al **TRES MIL NOVENTA Y NUEVE (3.099)** ambos inclusive, acumulables e indivisibles, que no podrán incorporarse a títulos negociables ni denominarse acciones, que se encuentran totalmente suscritas y desembolsadas en dinero efectivo, en la siguiente proporción: -----

DON HENDRIK PETRUS WESSELS, representado

en la forma dicha, suscribe y desembolsa TRES MIL SEIS (3.006) participaciones, que son las números UNO (1) al TRES MIL SEIS (3.006), ambos inclusive, por un valor nominal de UN EURO (1,00 €) cada una de ellas, en total TRES MIL SEIS EUROS (3.006 EUROS).-----

Y DON JERÓNIMO FALCÓN LÓPEZ, suscribe y desembolsa NOVENTA Y TRES (93), participaciones, que son las números TRES MIL SIETE (3.007) a la TRES MIL NOVENTA Y NUEVE (3.099), ambos inclusive, por un valor nominal de UN EURO (1,00 €) cada una de ellas, en total NOVENTA Y TRES EUROS (93 EUROS).-----

La totalidad de las referidas aportaciones han sido ingresadas en moneda efectiva de curso legal en la cuenta abierta a nombre de la Sociedad, según resulta de dos certificaciones del Banco Santander, S. A., una con fecha trece de octubre del año dos mil nueve, y la otra con fecha veintiuno de octubre del año dos mil nueve, que incorporo a esta matriz, como parte integrante de ella.-----

TERCERO.- DON JERÓNIMO FALCÓN LÓPEZ y DON HENDRIK PETRUS WESSELS, este último representado en la forma dicha, reunidos en lo menester en Junta General Universal de partícipes de la Compañía, que aceptan por unanimidad, por acuerdo también unáni-

9M5344978

05/2009



me: -----

Determinan que la sociedad será inicialmente administrada por **UN ADMINISTRADOR ÚNICO** y nombran a **DON JAIME IGLESIAS GARCIA-CRUZ**, cuyas circunstancias personales han sido relacionadas al principio de esta escritura, para el cargo de **ADMINISTRADOR ÚNICO**, de la Sociedad, por **tiempo indefinido**, el cual, presente, acepta, quedándole expresa y terminantemente constatada la prohibición de ejercer cargos y desempeñarlos a las personas declaradas incompatibles en la forma y medida previstas en la Ley 12/1.995 de 11 de Mayo y en la Legislación Especial, manifestando a título personal no hallarse incurso en ninguna de ellas. -----

CUARTO.- Los comparecientes, me hacen entrega e **incorporo** a esta matriz, certificación del Registro General de Sociedades, por el que acreditan el no existir otra sociedad con la denominación de la presente, solicitud que fue efectuada por **DON JERÓNIMO FALCÓN LÓPEZ**, solicitud y denominación que ratifican en este acto. -----

QUINTO.- INSCRIPCIÓN PARCIAL.-----

De conformidad con lo establecido en el artículo 63 del Reglamento del Registro Mercantil, los comparecientes, solicitan expresamente la inscripción parcial de la presente escritura y de los estatutos incorporados a la misma, en el supuesto de que alguna de sus cláusulas o artículos, o de los hechos, actos o negocios jurídicos contenidos en ella y susceptibles de inscripción, adoleciese de algún defecto, a juicio del Registrador, que impida la práctica de la misma. -----

SEXTO.- Se faculta a los comparecientes para solicitar la inscripción en el Registro Mercantil y rectificar o subsanar la presente escritura y los estatutos incorporados a la misma, siempre que tal subsanación o rectificación se limite a efectuar las modificaciones originadas en su caso, por la calificación verbal o por escrito del Señor Registrador Mercantil. -----

SÉPTIMO.- INICIO DE OPERACIONES.-----

La sociedad da comienzo a sus operaciones en el día de hoy, de conformidad a los Estatutos, acordando los socios fundadores, por unanimidad: -----

a).- Que los actos y contratos celebrados con terceros, por el órgano de administración, antes de la inscripción de la sociedad en el Registro Mercantil, dentro del





9M5344979

05/2009



ámbito de sus facultades estatutarias, se considerarán automáticamente asumidos por la sociedad por el mero hecho de su inscripción en el citado Registro. -----

b).- Y que el Administrador designado se encuentra facultado expresamente para realizar cuantos actos y contratos sean necesarios, convenientes o simplemente útiles para el desarrollo de la actividad que constituye el objeto social, especialmente en el orden interno y organizativo, como lo relativo al otorgamiento, modificación y revocación de poderes de todas clases. -----

OCTAVO.- Yo el notario advierto de la obligación de declarar la inversión formalizada en la presente escritura ante el **Registro de Inversiones Exteriores**, en el plazo de un mes a contar de la presente escritura, a través del **modelo "D-1A"**, manifestando el señor **Falcón López**, representante del señor extranjero que presentará por sí mismo dicha declaración debidamente cumplimentada y suscrita. -----

NOVENO.- **REMISIÓN TELEMÁTICA** -----

Los comparecientes, según intervienen, solicitan la presentación telemática de copia autorizada de esta escritura al Registro Mercantil, de modo que se considere como presentante a la entidad "AFRIGEM, S. L."-----

AVISO LEGAL DE PROTECCIÓN DE DATOS.- --

Los datos personales del/ los compareciente/s formará/n parte de los ficheros existentes en la Notaria, con la finalidad de realizar la formación de la presente escritura, su facturación y seguimiento posterior, la realización de remisiones de obligado cumplimiento y el resto de las funciones propias de la actividad notarial, por lo que su aportación es obligatoria. Los datos serán tratados y protegidos según la Legislación Notarial y la LO 15/1999 de 13 de diciembre de Protección de Datos de Carácter Personal. El/los titular/es de los datos podrá/n ejercer los derechos de acceso, rectificación y cancelación, dirigiéndose por correo postal a la Notaria, con domicilio sito en C/Emilio Castelar, 4,4º, 35007-Las Palmas de Gran Canaria.-----

OTORGAMIENTO Y AUTORIZACIÓN

Hago las reservas y advertencias legales, entre ellas la ordenada en la Legislación Fiscal, artículo 94 del Reglamento del Registro Mercantil, y en especial la de que para ser administradores de sociedades establece la Ley



9M5344980

05/2009



12/1.995 de 11 de Mayo y demás disposiciones complementarias y concordantes, de que expresamente le entero.

A efectos fiscales, y de conformidad con lo establecido en el artículo 114 del Real Decreto 828/1995, de 29 de Mayo, por el que se aprueba el Reglamento del Impuesto de Transmisiones Patrimoniales y Actos Jurídicos Documentados, advierto expresamente, el **plazo** dentro del cual están obligados los interesados a presentar el documento a la liquidación, **la afección de los bienes**, cualquiera que sea su poseedor a la responsabilidad del pago de los impuestos que graven la transmisión, y **las responsabilidades** en que incurran en caso de no efectuar la presentación.-----

Permito al/los señor/es compareciente/es la lectura de esta escritura, porque así lo solicita después de advertido/s de la opción del artículo 193 del Reglamento Notarial, enterado/s según dice/n, por la lectura que ha practicado y por mis explicaciones verbales, el/los señor/es compareciente/s hace/n constar su consentimiento al contenido de la escritura y firma/n conmigo el Notario. -----

Yo, el Notario, doy fe de que, después de la lectura, el/los compareciente/s ha/n hecho constar haber quedado debidamente informado/s del contenido del presente instrumento, y haber prestado a éste su libre consentimiento; asimismo, doy fe de que el otorgamiento se adecua a la legalidad y a la voluntad debidamente informada de/ los otorgante/s.-----

De identificarle/s por su/s documento/s reseñado/s y de lo demás contenido en este instrumento público, extendida en el presente folio de papel exclusivo para documentos notariales, y los cinco anteriores en orden correlativo descendente, todos de igual serie, yo el Notario, doy fe. -----

Siguen las firmas de los comparecientes.- Signado: F. BARRIOS.- Rubricado y sellado.-----

DILIGENCIA DE ENVÍO TELEMÁTICO (Referida a la escritura número **2158/2009**).-----

El mismo día de su autorización, remití copia autorizada electrónica al Registro Mercantil de **LAS PALMAS DE GRAN CANARIA**, a los efectos de su presentación telemática en cumplimiento de lo dispuesto en el artículo 249.2 del Reglamento Notarial, habiendo recibido acuse digital de recibo del Registro correspondiente a dicho día, 12:13:47 horas. **DOY FE**. -----





9M5344981

05/2009



Signado: .F.- BARRIOS.- Rubricado y sellado.-----
DILIGENCIA DE RECEPCIÓN TELEMÁTICA
(Referida a la escritura 2158/2009).-----

El día veintiséis de Octubre de dos mil nueve he recibido por vía telemática la comunicación del asiento causado por la presente escritura en el Registro Mercantil de **LAS PALMAS DE GRAN CANARIA**, comunicando la práctica del asiento de presentación número 910 del Diario 190. En Las Palmas de Gran Canaria, a veintisiete de Octubre de dos mil nueve. **DOY FE.**- -----

SIGNADO: F. BARRIOS.- RUBRICADO Y SELLADO. --

Sigue Documentación Unida



REGISTRO MERCANTIL CENTRAL
SECCION DE DENOMINACIONES

PRINCIPE DE VERGARA. 94
TELÉF. 902 88 44 42
28006 MADRID

CERTIFICACION Nº. 09136731

DON José Luis Benavides del Rey , Registrador Mercantil Central,
en base a lo interesado por:
D/Da. JEROMINO FALCON LOPEZ,
en solicitud presentada al Diario con fecha 26/09/2009, asiento 09138789,

CERTIFICO: Que NO FIGURA registrada la denominación

AFRIGEM, S.L.

En consecuencia, **QUEDA RESERVADA DICHA DENOMINACION** a favor del citado interesado, por el plazo de **SEIS MESES** a contar desde esta fecha, conforme a lo establecido en el artículo 412.1 del reglamento del Registro Mercantil.

Madrid, a Veintiséis de Septiembre de Dos Mil Nueve.

EL REGISTRADOR,



NOTA.- Esta certificación tendrá una vigencia, a efectos de otorgamiento de escritura, de TRES MESES contados desde la fecha de su expedición, de conformidad a lo establecido en el art. 414.1 del Reglamento del Registro Mercantil.

9M5344982



05/2009



El BANCO SANTANDER, S.A. sucursal 0639 sita en Avda. José Mesa y López nº 21 de Las Palmas de Gran Canaria, debidamente representado

HACE CONSTAR

A los efectos de lo dispuesto en la vigente legislación mercantil de Sociedades, que en esta oficina ha ingresado con fecha: **13/Octubre/2009**

D. **Hendrik Petrus Wessels** con Pasaporte de la República de Sudáfrica nº **458922701**

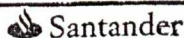
la cantidad de euros: **\$(3.006)\$TRES MIL SEIS EUROS#**

a favor de la sociedad: **AFRIGEM S.L.**

en concepto de aportación dineraria para **CONSTITUCION DE SOCIEDAD**

Y para que conste a los efectos oportunos expedimos la presente en Las Palmas de Gran Canaria a **trece de Octubre de dos mil nueve**

Banco Santander, S.A.
Por poder,



13 OCT. 2009

Puesto num. 11
0049 - 0639 - Avda. Mesa y López, 21

Todas las referencias a Banco Santander Central Hispano, S.A. se entienden hechas a Banco Santander, S.A.

Sucursal 0639
Avda. Mesa y López, 21 - 35006 Las Palmas de Gran Canaria
Teléfono 928.23.09.70/80; Fax 928.29.23.20





El BANCO SANTANDER, S.A. sucursal 0639 sita en Avda. José Mesa y López nº 21 de Las Palmas de Gran Canaria, debidamente representado

HACE CONSTAR

A los efectos de lo dispuesto en la vigente legislación mercantil de Sociedades, que en esta oficina ha ingresado con fecha: **21/Octubre/2009**

D. **Jerónimo Falcón López** con D.N.I. nº **42.840.190-E**

la cantidad de euros: **#(93)#NOVENTA Y TRES EUROS#**

a favor de la sociedad: **AFRIGEM S.L.**

en concepto de aportación dineraria para **CONSTITUCION DE SOCIEDAD**

Y para que conste a los efectos oportunos expedimos la presente en Las Palmas de Gran Canaria a **veintiuno de Octubre de dos mil nueve**

Banco Santander, S.A.
Por poder,

Santander
21 OCT. 2009
Puesto num. 11
0049 - 0639 - Avda. Mesa y López, 21

Sucursal 0639
Avda. Mesa y López, 21 - 35006 Las Palmas de Gran Canaria
Teléfono 928.23.09.70/80; Fax 928.29.23.20

- 16 -



9M5344983

05/2009



ESTATUTOS DE SOCIEDAD DE RESPONSABILIDAD LIMITADA.-

TITULO I.- DENOMINACIÓN, OBJETO, DURACIÓN Y DOMICILIO.-

Artículo 1º.- Con la denominación de "**AFRIGEM, S.L.**" se constituye una Sociedad de Responsabilidad Limitada que ha de regirse por los presentes Estatutos, por lo preceptos de la Ley de Sociedades de Responsabilidad Limitada, de veintitrés de Marzo de mil novecientos noventa y cinco, y demás disposiciones vigentes en la materia.

Artículo 2º.- La Sociedad tiene por objeto:
El tallado, corte y pulido de diamantes y piedras preciosas; comercialización de piedras preciosas.

Quedan excluidas todas aquellas actividades para cuyo ejercicio la Ley exija requisitos especiales que no queden cumplidos por esta. Las actividades que integran el objeto social, podrán desarrollarse total o parcialmente de modo indirecto, mediante la titularidad de acciones o participaciones en Sociedades con objeto idéntico o análogo.

Las actividades contenidas en los apartados anteriores quedan fuera del ámbito de aplicación de la Ley 2/2007 de 15 de marzo, de sociedades profesionales, en el sentido de que no son ejercitadas directamente por la sociedad, sino que ésta sirve de intermediación entre los profesionales con titulación oficial que las ejercen y el cliente o solicitante de la prestación de dichas actividades profesionales.

Artículo 3º.- Tales actividades podrán ser realizadas por la Sociedad, total o parcialmente, de modo indirecto, mediante titularidad de acciones o participaciones en sociedades de objeto análogo o idéntico.

Artículo 4º.- El domicilio de la Sociedad se establece en la calle Américo Vespucio, numero 16-6º B, código postal 35.009, LAS PALMAS DE GRAN CANARIA.

Por acuerdo del órgano de administración podrá trasladarse dentro del mismo término municipal donde se halle estable-

cido. Del mismo modo, podrán ser creadas, suprimidas o trasladadas las sucursales, agencias o delegaciones que el desarrollo de la actividad social haga necesarias o convenientes, tanto en territorio nacional como extranjero.-----

Artículo 5º.- La duración de la Sociedad es indefinida, y dará comienzo a sus operaciones el día del otorgamiento de su escritura de constitución.-----

TITULO II.- CAPITAL SOCIAL Y PARTICIPACIONES.-----

Artículo 6º.- El capital social se fija en TRES MIL NOVENTA Y NUEVE EUROS (3.099 €) representado y dividido en TRES MIL NOVENTA Y NUEVE (3.099) PARTICIPACIONES sociales indivisibles y acumulables de UN EURO (1,00 €) de valor nominal cada una, numeradas correlativamente del UNO (1) al TRES MIL NOVENTA Y NUEVE (3.099), ambas inclusive.-----

Artículo 7º.- Las participaciones representativas del capital social no podrán incorporarse a títulos valores, ni representarse mediante anotaciones en cuenta ni denominarse acciones. Tampoco podrán emitirse resguardos provisionales acreditativos de la propiedad de las mismas.-----

Cada participación social concede a su titular el derecho a emitir un voto.-----

El único título de propiedad será la escritura pública de constitución, o bien los documentos públicos que, según los casos, acrediten las adquisiciones subsiguientes.-----

Artículo 8º.- Transmisión de participaciones sociales.-----

A) Transmisión voluntaria por actos inter-vivos.-----

Es libre la transmisión voluntaria de participaciones sociales que no lleven aparejada prestación accesoria por actos inter-vivos cuando tenga lugar entre socios. También serán libres las transmisiones realizadas por un socio en favor de su cónyuge, ascendiente o descendiente, o, en su caso, la realizada en favor de sociedades pertenecientes al mismo grupo que la transmitente, en los términos establecidos en el artículo 42 del Código de Comercio.-----

Al margen de los supuestos anteriormente mencionados, la transmisión voluntaria por actos inter-vivos de las participaciones sociales que no lleven aparejada prestación accesoria se regirá por lo dispuesto por el artículo 29.2 de la Ley.-----

Dicho régimen será igualmente aplicable a la transmisión voluntaria por actos inter-vivos del derecho de preferente suscripción que, en las ampliaciones de capital social, corresponda a los socios de conformidad con lo dispuesto por los artículos 75 y siguientes de la Ley, que será ejercitable en los plazos establecidos en el referido artículo 75.-----

B) Transmisión forzosa.-----

La transmisión forzosa de participaciones sociales como consecuencia de cualquier procedimiento de apremio se regirá



9M5344984

05/2009



por lo dispuesto por el artículo 31 de la Ley, a cuyo efecto la sociedad podrá, en defecto de los socios, ejercer el derecho de adquisición preferente de las participaciones sociales embargadas. Las acciones adquiridas de esta forma por la Sociedad se registrarán por lo dispuesto por los artículos 40 y siguientes de la Ley.

C) Transmisión mortis causa.

La adquisición por sucesión hereditaria de participaciones sociales confiere al heredero o legatario la condición de socio, si bien deberá comunicar a la Sociedad la adquisición hereditaria.

El régimen de transmisión de las participaciones sociales será el vigente a la fecha en que el socio hubiere comunicado a la sociedad su propósito de transmitir o, en su caso, en la fecha de fallecimiento del socio, o en el de la adjudicación judicial o administrativa.

Las transmisiones de participaciones que no se ajusten a lo dispuesto en la Ley o en los presentes Estatutos no producirán efecto alguno frente a la Sociedad.

Artículo 9º.- Toda transmisión de participaciones sociales, así como la constitución del derecho real de prenda sobre las mismas, deberá constar en documento público.

La constitución de derechos reales diferentes del de prenda sobre las participaciones sociales deberá constar en escritura pública.

La transmisión de participaciones sociales o la constitución de derechos reales sobre las mismas deberá comunicarse por escrito a la Sociedad para su constancia en el Libro Registro, indicando las circunstancias personales, nacionalidad y domicilio del adquirente. Sin cumplir este requisito no podrá el socio pretender el ejercicio de los derechos que le correspondan frente a la Sociedad.

Artículo 10º.- La Sociedad llevará un Libro Registro de Socios, en el que se harán constar la titularidad originaria y las sucesivas transmisiones, voluntarias o forzosas, de las participaciones sociales, así como la constitución de derechos reales y otros gravámenes sobre las mismas. En cada anotación se indicará la identidad y domicilio del titular de la participación o del derecho o gravamen constituido sobre aquella.

La Sociedad sólo podrá rectificar el contenido del Libro si

los interesados no se hubieren opuesto a la rectificación en el plazo de un mes desde la notificación fehaciente del propósito de proceder a la misma. Cualquier socio podrá examinar el Libro Registro de Socios, cuya llevanza y custodia corresponde al órgano de Administración.-

Los datos personales de los socios podrá modificarse a su instancia no surtiendo, entretanto no queden reflejados en dicho libro, efectos frente a la Sociedad.-

El socio y los titulares de derechos reales o gravámenes sobre las participaciones sociales tienen derecho a obtener certificación de las participaciones, derechos o gravámenes registrados a su nombre.-

Artículo 11.- En caso de usufructo de participaciones sociales, la cualidad de socio reside en el nudo propietario, pero el usufructuario tendrá derecho, en todo caso, a los dividendos acordados por la Sociedad durante el usufructo. En lo demás, las relaciones ente el usufructuario y el nudo propietario y el contenido del usufructo se regirán por el título constitutivo de éste y, en su defecto, por lo establecido por la legislación civil aplicable.-

No obstante lo anterior y salvo que el título constitutivo del usufructo disponga otra cosa, será de aplicación lo dispuesto por los artículos 68 y 70 de la Ley de Sociedades Anónimas a la liquidación del usufructo y al ejercicio del derecho de asunción de nuevas participaciones. En este último caso, las cantidades que hayan de pagarse por el nudo propietario al usufructuario se abonarán en dinero.-

Artículo 12°.- En caso de prenda de participaciones sociales corresponderá al propietario de las mismas el ejercicio de los derechos sociales.-

En caso de ejecución de la prenda se aplicarán las reglas previstas para el caso de transmisión forzosa por el artículo 31 de la Ley.-

Artículo 13°.- En caso de copropiedad de participaciones sociales o de cotitularidad sobre derechos reales sobre las mismas, los copropietarios o cotitulares deberán designar a uno de ellos para el ejercicio de los derechos sociales, pero del incumplimiento de las obligaciones para con la Sociedad responderán todos solidariamente.-

Artículo 14°.- En el caso de embargo de participaciones sociales será de aplicación lo dispuesto en el artículo anterior para la prenda en cuanto sea compatible con el régimen específico del embargo.-

TITULO III.- ÓRGANOS DE LA SOCIEDAD.-

Sección primera: De la Junta General.-

Artículo 15°.- La voluntad de los socios, expresada por mayoría, regirá la vida de la Sociedad.-

La mayoría habrá de formarse necesariamente en Junta General.-

9M5344985

05/2009



Todos los socios, incluso los disidentes y los que no hayan participado en la reunión, quedan sometidos a los acuerdos de la Junta General, sin perjuicio del derecho de separación que puede corresponderles de conformidad con lo dispuesto en la Ley y en los presentes estatutos.

Es competencia de la Junta General deliberar y acordar sobre los siguientes asuntos:

- a).- La censura de la gestión social, la aprobación de las cuentas anuales y la aplicación del resultado.
- b).- El nombramiento y separación de los administradores y suplentes, liquidadores y, en su caso, de los auditores de cuentas, así como el ejercicio de la acción social de responsabilidad contra cualquiera de ellos.
- c).- La autorización a los administradores para el ejercicio, por cuenta propia y ajena, del mismo, análogo o complementario género de actividad que constituye el objeto social.
- d).- La modificación de los estatutos sociales.
- e).- El aumento y la reducción del capital social.
- f).- La transformación, fusión y escisión de la Sociedad.
- g).- La disolución de la Sociedad.
- h).- Cualesquiera otros acuerdos que expresamente reserven la Ley o los presentes estatutos a la competencia de la misma.

Salvo que por Ley o por estos Estatutos se disponga otra cosa, los acuerdos se adoptarán por la mayoría de los votos válidamente emitidos, siempre que representen, al menos, un tercio de los votos correspondientes a las participaciones sociales en que está dividido el capital social. A estos efectos no se computarán los votos en blanco.

Artículo 16º.

1. Los acuerdos sociales se adoptarán por mayoría de los votos válidamente emitidos, siempre que representen al menos un tercio de los votos correspondientes a las participaciones sociales en que se divida el capital social. No se computarán los votos en blanco.

2. Por excepción a lo dispuesto en el apartado anterior: -El aumento o la reducción del capital y cualquier otra modificación de los estatutos sociales requerirán el voto favorable de más de la mitad de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

-La autorización a los administradores para que se dediquen, por cuenta propia o ajena, al mismo, análogo o complementario género de actividad que constituya el objeto social; la supresión o la limitación del derecho de preferencia en los aumentos del capital; la transformación, la fusión, la escisión, la cesión global de activo y pasivo y el traslado del domicilio al extranjero, y la exclusión de socios requerirán el voto favorable de, al menos, dos tercios de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social. -----

Artículo 17°.- El socio no podrá ejercer el derecho de voto correspondiente a sus participaciones cuando se encuentre en alguno de los casos de conflicto de intereses a los que se hace referencia en el artículo 52 de la Ley.-----

En estas situaciones, las participaciones del socio incurso en la situación de conflicto de intereses se deducirán del capital social para el cómputo de la mayoría de votos que, en cada caso, sea necesaria.-----

Artículo 18°.- Las Juntas Generales habrán de ser convocadas por los Administradores o, en su caso, por los liquidadores y se celebrarán en el término municipal donde la sociedad tenga su domicilio.-----

Si en la convocatoria no figurase el lugar de celebración, se entenderá que la Junta ha sido convocada para su celebración en el domicilio social.-----

Artículo 19°.- Las Juntas Generales pueden ser Ordinarias y Extraordinarias.-----

A) Junta General Ordinaria:-----

Junta Ordinaria es la que debe reunirse dentro de los seis primeros meses de cada ejercicio, para censurar la gestión social, aprobar, en su caso, las cuentas del ejercicio anterior y resolver sobre la aplicación del resultado, pudiendo asimismo, tratar cualquier otro asunto que se indique en el orden del día.-

Si los Administradores no convocasen la Junta General Ordinaria dentro del indicado plazo, podrá ser convocada por el Juez de Primera Instancia del domicilio social a instancias de cualquier socio, previa audiencia de los administradores.-----

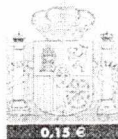
B) Junta General Extraordinaria:-----

Junta Extraordinaria es cualquier otra que no sea la ordinaria anual.-----

Los administradores podrán convocar Junta Extraordinaria siempre que lo estimen conveniente para los intereses sociales. Deberán asimismo convocarla cuando lo soliciten socios que representen al menos el cinco por ciento del capital social, expresando en la solicitud los asuntos a tratar en ella. En este caso, la Junta deberá ser convocada para celebrarse dentro del mes siguiente a la fecha del oportuno requerimiento notarial a los Administradores, quienes incluirán necesariamente en el orden del día los asuntos que hubieren sido objeto de la solicitud.-----



05/2009



9M5344986



Si el órgano de administración no atiende oportunamente dicha solicitud, la Junta podrá ser convocada por el Juez de Primera Instancia del domicilio social, si lo solicita al menos el cinco por ciento del capital social, previa audiencia a los administradores.-

Artículo 20º.- Toda Junta General deberá ser convocada mediante carta certificada con acuse de recibo dirigida a cada uno de los socios que deberá remitirse al domicilio que éstos hubieren designado a tal fin y, en su defecto al que resulte del Libro Registro de Socios.-

En caso de socios que residan en el extranjero sólo serán individualmente convocados si hubieran designado un lugar en territorio nacional para notificaciones.-

Las comunicaciones individuales deberán cursarse de forma que entre la última que se remita y la fecha fijada para la celebración de la Junta medie un plazo de, al menos, quince días, salvo para los casos de fusión y escisión en que la antelación deberá ser de un mes como mínimo.-

La comunicación expresará, el nombre de la Sociedad, la fecha y hora de la reunión y el orden del día. Se harán constar en el anuncio las menciones obligatorias que en cada caso exija la Ley en relación a los temas a tratar.-

Se dejan a salvo las formas especiales de convocatoria por su antelación, por su contenido o por el medio o medios en que deba publicarse la convocatoria.-

Artículo 21º.- No obstante, la Junta se entenderá convocada y quedará validamente constituida, con el carácter de Universal, para tratar cualquier asunto, siempre que esté presente o representado todo el capital social y los asistentes acepten por unanimidad la celebración de la Junta y el orden del día de la misma.-

No obstante lo dispuesto el artículo 18 de los presentes estatutos, la Junta General Universal podrá reunirse en cualquier lugar del territorio nacional o extranjero.-

Artículo 22º.- Todo socio que tenga derecho de asistencia podrá hacerse representar en la Junta por otra persona aunque no sea socio. La representación deberá conferirse por escrito y, cuando no conste en documento público, deberá realizarse con carácter especial para cada Junta. La representación comprenderá la totalidad de las participaciones de que sea titular el so-

cio representado.-----
La representación es siempre revocable. La asistencia personal del representado a la Junta tendrá el valor de revocación.-

Artículo 23°.- Actuarán de Presidente y de Secretario de las Juntas las personas que elijan los asistentes a la reunión.- --

Artículo 24°.- Todos los acuerdos sociales deberán constar en acta. El acta de la Junta incluirá necesariamente la lista de asistentes y deberá ser aprobada por la propia Junta a la finalización de la misma y, en su defecto, dentro del plazo de quince días, por el Presidente y dos socios interventores, uno en representación de la mayoría y otro por la minoría, todo ello sin perjuicio de lo dispuesto en la Ley para el acta notarial.- --

El acta aprobada en cualquiera de estas dos formas tendrá fuerza ejecutiva a partir de la fecha de su aprobación, debiendo ser firmada por el Secretario, con el visto bueno del Presidente.-----

Sección segunda: Del Órgano de Administración.- -----

Artículo 25°.- La Sociedad será regida y administrada, a elección de la Junta General, por:-----

a).- **Un Administrador Único.- -----**

b).- **Varios administradores solidarios.- -----**

c).- **Dos administradores mancomunados.- -----**

d).- **Un consejo de Administración integrado por un mínimo de tres y un máximo de doce miembros.- -----**

Artículo 26°.- La representación de la Sociedad, en juicio y fuera de él, corresponderá al órgano de administración con sujeción a las normas que seguidamente se establecen en función de cual sea la modalidad de órgano de administración que, en cada momento, dirija y administre la Compañía:-----

a).- **Al Administrador Único.- -----**

b).- **A cada uno de los Administradores solidarios.- -----**

c).- **A los administradores mancomunados conjuntamente.- -----**

d).- **Al Consejo de Administración de forma colegiada.- -----**

El órgano de administración, por tanto, podrá hacer y llevar a cabo, con sujeción al régimen de actuación propio que corresponda, en cada caso, a la modalidad adoptada, todo cuanto esté comprendido dentro del objeto social, así como ejercitar cuantas facultades no estén expresamente reservadas por la Ley o por estos Estatutos a la Junta General.- -----

A modo meramente enunciativo, corresponden al órgano de administración, las siguientes facultades y todo cuanto con ellas esté relacionado, ampliamente y sin limitación alguna:----

Representar a la Sociedad ante las oficinas del Estado, la Provincia, el Municipio y Comunidades Autónomas, ante los Tribunales, Juzgados y Autoridades del cualquier clase y jerarquía, y actuar en forma como representante legal de la Sociedad, otorgar en nombre de la misma toda clase de escrituras y documentos públicos y privados; comprar, vender, arrendar to-

9M5344987

05/2009



da clase de bienes muebles e inmuebles, contratar leasing en forma pasiva, gravar e hipotecar; practicar agrupaciones, segregaciones, divisiones, declaraciones de obra nueva y toda clase de operaciones que tengan trascendencia registral, tomar inmuebles, industrias y maquinaria en arrendamientos, o arrendar lo que posea la Sociedad; avalar y afianzar a terceros sin limitación; abrir cuentas corrientes y de crédito, firmando las escrituras o pólizas correspondientes, disponer de sus saldos y realizar operaciones en el Banco de España o en cualquier otro establecimiento de crédito o mercantil, y Cajas de Ahorro; constituir hipotecas y prendas sobre toda clase de bienes y valores; en garantía de obligaciones propias o de terceros; participar en sociedades constituidas o en período de constitución; librar, aceptar, endosar, negociar, y descontar o protestar letras de cambio y demás documentos de giro; organizar y disponer del funcionamiento de la Sociedad en la totalidad de sus actividades; admitir y despedir el personal, constituir y retirar depósitos y fianzas, incluso en la Caja General de Depósitos; realizar cobros, pagos, libramientos, endosos, negociaciones y aceptaciones de toda clase de operaciones de giro y crédito, cobrar giros postales y cuantas cantidades se adeuden a la Sociedad por cualquier concepto que sea, incluso reclamar y cobrar cantidades de la Hacienda Pública, no siendo esta reseña de atribuciones limitativa sino explicativa de la función ejecutiva.- -----

Artículo 27º.- Para ser nombrado Administrador no será necesaria la condición de socio.- -----

No podrán ser Administradores los quebrados y concursados no rehabilitados, los menores e incapacitados, los condenados a penas que llevan aneja la inhabilitación para el ejercicio de cargo público, los que hubieren sido condenados por grave incumplimiento de leyes o disposiciones sociales y aquellos que por razón de su cargo no pueden ejercer el comercio.- -----

Tampoco podrán serlo los funcionarios al servicio de la administración con funciones a su cargo que se relacionen con las actividades propias de la Sociedad ni quienes se hallen incurso en causa legal de incompatibilidad, en especial de las determinadas por la Ley de 12/1.995 de 11 de Mayo.- -----

Los administradores no podrán dedicarse por cuenta propia ni ajena al mismo género de comercio que constituye el objeto social de la Sociedad, salvo acuerdo de la Junta General

adoptado con la mayoría de votos prevista en el artículo 16 de los presentes Estatutos.-----

Artículo 28°.- El cargo se ejercerá **por tiempo indefinido**, sin perjuicio de poder ser cesados en cualquier momento, por acuerdo en Junta General de los socios que representen dos tercios de los votos correspondientes a las participaciones sociales en que esté dividido el capital social.-----

Artículo 29.- El cargo de Administrador no será retribuido.-----

Artículo 30°.- Cuando la administración y representación de la Sociedad se encomiende a un Consejo de Administración serán de aplicación las normas que seguidamente se establecen.-----

El Consejo de Administración estará integrado por un mínimo de tres y un máximo de doce miembros. El Consejo elegirá a su Presidente y al Secretario, y en su caso, a un Vicepresidente y a un Vicesecretario, siempre que estos nombramientos no hubiesen sido hechos por la Junta al tiempo de la elección de los Consejeros u ocuparen tales cargos al tiempo de reelección.-----

El Secretario y el Vicesecretario podrán ser o no Consejeros, en cuyo caso tendrán voz pero no voto.-----

La convocatoria del Consejo corresponde a su Presidente, o a quien haga sus veces, quien ejercerá dicha facultad siempre que lo considere conveniente y, en todo caso, cuando lo soliciten al menos dos Consejeros, en cuyo caso deberá convocarlo para ser celebrado dentro de los quince días siguientes a la petición. La convocatoria se efectuará mediante escrito dirigido personalmente a cada Consejero y remitido al domicilio a tal fin designado por cada uno de ellos o, a falta de determinación especial, al registral, con cinco días de antelación a la fecha de la reunión; en dicho escrito se indicará el día, hora y lugar de la reunión. Salvo acuerdo unánime, el lugar de la reunión se fijará en el municipio correspondiente al domicilio de la Sociedad.---

El Presidente abrirá la sesión y dirigirá la discusión de los asuntos, otorgando el uso de la palabra así como facilitando las noticias e informes de la marcha de los asuntos sociales a los miembros del Consejo.-----

Los acuerdos se adoptarán por mayoría absoluta de los asistentes a la reunión; en caso de empate, decidirá el voto de calidad del Presidente.-----

Las discusiones y acuerdos del Consejo se llevarán a un Libro de Actas, cuyas Actas serán firmadas por el Presidente y el Secretario.-----

La ejecución de acuerdos corresponderá al Secretario, y en su caso al Vicesecretario, sean o no Administradores, el Consejero que el propio Consejo designe o al apoderado con facultades para ejecutar y elevar a público los acuerdos sociales.-----

El Consejo podrá designar de su seno a uno o más Conse-

9M5344988

05/2009



jeros Delegados, sin perjuicio de los apoderamientos que pueda conferir a cualquier persona, determinando en cada caso las facultades a conferir.- La delegación permanente de alguna facultad del Consejo de Administración en uno o varios Consejeros Delegados y la designación del o de los Administradores que haya de ocupar tales cargos requerirán para su validez el voto favorable de las dos terceras partes de los componentes del Consejo y no producirán efecto alguno hasta su inscripción en el Registro Mercantil.-

En ningún caso serán objeto de delegación la rendición de cuentas y la presentación de balances a la Junta General, ni las facultades que ésta conceda al Consejo, salvo que fuese expresamente autorizado por ella.-

TITULO IV.- EJERCICIO SOCIAL Y CUENTAS.-

Artículo 31°.- El ejercicio social se iniciará el 1 de Enero y finalizará el treinta y uno de Diciembre de cada año.

Por excepción el primer ejercicio social se iniciará en la fecha del otorgamiento de la escritura fundacional.-

Artículo 32°.- El órgano de administración está obligado a formular, en plazo máximo de tres meses, contados a partir del cierre del ejercicio social, las cuentas anuales, el informe de gestión y la propuesta de distribución del resultado. Estos documentos, que formarán una unidad, deberán ser redactados con claridad y mostrar la imagen fiel del patrimonio, situación financiera y resultados de la Sociedad, de conformidad a lo dispuesto en la Ley y en el Código de Comercio y deberán ser firmados por todos los Administradores.-

Artículo 33°.- Cualquier socio tendrá derecho a obtener, a partir de la convocatoria, de forma inmediata y gratuita, los documentos que ha de someterse a la aprobación de la misma, así como el informe de gestión, y en su caso, el informe de los auditores de cuentas, cuyo derecho se mencionará en la propia convocatoria.-

Durante el mismo plazo el socio o socios que representen, al menos, el 5% del capital podrán examinar en el domicilio social, por sí o en unión de experto contable, los documentos que sirvan de soporte y antecedente de las cuentas anuales de la Sociedad, sin que el derecho de la minoría a que se nombre auditor de cuentas con cargo a la Sociedad impida o limite este derecho.-

Artículo 34°.- De los beneficios líquidos, luego de las atenciones, detracciones y reservas legales acordadas por la Junta, el resto se distribuirá entre los socios en proporción a su participación en el capital social.- -----

TITULO V.- DISOLUCIÓN Y LIQUIDACIÓN.- -----

Artículo 35°.- La Sociedad se disolverá por las causas legalmente previstas.- -----

Acordada la disolución se abrirá el período de liquidación que se llevará a cabo por quienes fueren administradores al tiempo de la disolución o por quienes designe la Junta General que acuerde la disolución.- -----

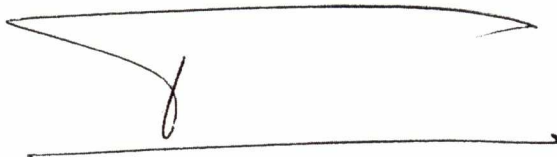
Artículo 36°.- Una vez satisfechos todos los acreedores o consignado el importe de sus créditos en una entidad de crédito del término municipal en que radique el domicilio social, el activo resultante se repartirá entre los socios en proporción a su participación en el capital social.- -----

Artículo 37°.- Acordada la disolución y mientras no se haya iniciado el pago de la cuota de liquidación a los socios, la Junta podrá acordar el retorno de la Sociedad a su vida activa siempre que haya desaparecido la causa de disolución y el patrimonio contable no sea inferior al capital social.- -----

No obstante lo anterior, no podrá acordarse la reactivación de la Sociedad en los casos de disolución de pleno derecho.- ----

CONTROVERSIAS-----

Artículo 38°.- ARBITRAJE.- Cualquier duda o diferencia que surja entre los socios a causa de la interpretación y aplicación de estos Estatutos, en las relaciones entre la Sociedad y los socios y entre éstos por su condición de tales, se someterá al arbitraje institucional, en la forma que se expresa en la legislación vigente, salvo los casos en que por la Ley se establezcan procedimientos especiales por carácter imperativo, del Tribunal Arbitral de la Corte Civil y Mercantil de Arbitraje, encomendando al mismo la designación de árbitros y la administración del arbitraje, de acuerdo con su propia normativa. -----



05/2009



9M5344989



DOY FE que es PRIMERA COPIA traslado fiel de su original, que con el número que encabeza obra en mi protocolo general corriente de instrumentos públicos y a solicitud de la entidad AFRIGEM, S.L., **haciendo constar yo el notario que la representación alegada no ha quedado suficientemente acreditada**, la expido sobre dieciséis folios de papel exclusivo para documentos notariales, serie 9M, números 5344975 y los quince siguientes en orden correlativo, siendo el último para la consignación de notas por los registros y oficinas públicas. Las Palmas de Gran Canaria, el veintisiete de Octubre de dos mil nueve.-



CON DEL ARANCEL, DISPOSICION ADICIONAL 3.ª LEY DE 15 DE ABRIL DE 1989.

0137769993

Calculo: 3.099,00 Euros

Número del arancel: 276.778

Derechos arancelarios: 29 - 235,49 Euros